

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Les Fossoyeurs de la "Vie Ouvrière"

par Pierre MONATTE

Le C.I.S.L. et l'Internationalisme

par L'ITINÉRANT

En Allemagne: l'adieu au socialisme

par Gustave STERN

Antiracisme et prosoviétisme

par Xavier SIGOND

A bas le monde libre!

par Robert LOUZON

Après le vote de la loi scolaire...

par Roger HAGNAUER

L'expérience Leclerc

par N. FAUCIER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES
Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR
Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 446 - Janvier 1960

La C.I.S.L. et l'internationalisme	L'ITINERANT
En Allemagne : l'adieu au socialisme	G. STERN
Antiracisme et prosoviétisme	X. SIGOND
L'assemblée générale du M.S.U.D.	L. M.
Après le vote de la loi scolaire : une défaite qui fortifie la persévérance	R. HAGNAUER
La fondation de la « Vie Ouvrière » (suite et fin)	P. MONATTE
Les fossoyeurs de la « Vie Ouvrière »	P. M.
Un curieux observateur en Hongrie	FERENC

Notes d'économie et de politique

Si c'est ça le monde libre, à bas le monde libre ! — Du condamné à mort au déco- ré. — La dernière ironie de l'Histoire : de Gaulle, fossoyeur de l'empire fran- çais !	R. LOUZON
---	-----------

Parmi nos lettres

F.L.N. et M.N.A. (J.Gallienne) (G. Leroy).	
L'expérience Leclerc	N. FAUCIER
Le mouvement ouvrier dans le Lot	MOILOT
Notre conférence sur l'intéressement des travailleurs à l'entreprise	LAMIZET

ENTRE NOUS

Avec le Jour de l'An 1960, nous célébrons le trente-cinquième anniversaire de la « Révolution prolétarienne ». Nous aurions voulu — comme lors du trentième anniversaire — consacrer plusieurs pages à une rétrospective des principales campagnes menées par notre revue depuis 1925. Le manque de place nous l'interdit. Il faut d'abord liquider le marbre assez lourd laissé en décembre. Nous regrettons d'autant plus cette insuffisance du volume de la « E.P. », que la rétrospective envisagée prendrait la suite des souvenirs de Pierre Monatte, dont le post-scriptum mérite une attention particulière.

Les serviles agents de Staline ont commis une véritable escroquerie en s'emparant de la « Vie Ouvrière » de Monatte, cependant qu'ils bafouent chaque jour l'héritage de Jaurès, en couvrant leurs productions du titre : « l'Humanité », auquel le martyr de la Paix avait donné un sens si large et si profond.

Si les deux crimes témoignent de la même inspiration, c'est que le chef de la bande ne pouvait mener sa besogne qu'en liquidant le patrimoine français du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme humaniste, tandis qu'il exterminait saugement tous les artisans de la Révolution russe.

L'héritage de Jaurès a-t-il été préservé ? Aux socialistes de le dire. Ce qui paraissait le plus audacieux et le plus efficace, dans le futur, du socialisme jaurésiste, c'est-à-dire l'internationalisme, ne se retrouve plus que dans le petit noyau que notre ami Marceau Pivert avait groupé autour de lui.

L'héritage de Monatte, de la « Vie Ouvrière » de 1909, du syndicalisme de 1906 est conservé intact à la « Révolution prolétarienne ». Avec un respect jugé excessif. Aussi notre rétrospective au-

rait-elle permis de confronter ce que nous avons dit et ce que la réalité a apporté. Voilà un critère indiscutable. Nous avons proposé à nos détracteurs cette petite escapade dans le passé... lointain.

Et nous acceptons aussi de la prolonger en promenade organisée dans le passé proche. La « R.P. » fêtera en avril 1960 le treizième anniversaire de sa résurrection. Là nous pouvons subir la redoutable épreuve d'une appréciation de nos prévisions, par l'évocation de souvenirs proches.

Alors, allez-y ! Voyez ce que nous avons publié de 1947 à 1960 sur les problèmes d'Afrique du Nord et de l'Indochine. Voyez ce que nous avons dévoté de la politique stalinienne. Reprenez notre interprétation de la scission confédérale de 1947 et nos avertissements aux fondateurs de F.O. Que même la gauche syndicaliste s'interroge sur la position actuelle de ceux qu'elle a portés au « pouvoir confédéral » et sur le chemin parcouru depuis qu'ils ont solennellement rompu avec nous.

Satisfaits ? Faut-il rappeler que nous ne le sommes guère ? Heureux ? En trente-cinq ans nous n'avons connu que quelques heures de détente joyeuse. Fiers ? Chacun de nous a lu les souvenirs de Monatte avec une humilité grandissante. Mais le fait qu'ils puissent être publiés, aujourd'hui, dans une revue qu'il a fondée en 1925 et qui demeure en esprit telle qu'elle fut à son origine, suffit pour que l'estimation de notre faiblesse soit compensée par la survivance de notre riche héritage.

Nous le transmettrons tel qu'il nous a été confié. Mais à qui ? Voilà la question essentielle, posée à l'ouverture de la trente-sixième année de la « R. P. ».

LA C. I. S. L. ET L'INTERNATIONALISME

Dix jours de congrès à Bruxelles, avec la participation des représentants de quelque 55 millions de syndiqués, témoignent de l'existence d'une Internationale ouvrière. Semblable rassemblement suppose des problèmes en nombre considérable, des conceptions et des méthodes variées à l'infini, des militants de toutes les écoles, des expériences multiples. On pourrait craindre la cohue et les encombrements de carrefours, les polémiques et les heurts, les affrontements doctrinaux.

Ce n'est pas ça. Les délégués travaillent dans un vaste palais tout neuf, en plein centre du nouveau Bruxelles, loin des quartiers populeux, des faubourgs ou de la vieille Maison du Peuple, chère aux émigrés d'autrefois. Ils ont un petit air de famille, ces délégués — à quelques exceptions près —, l'air de... congressistes internationaux, comme on en voit beaucoup depuis la fin de la guerre, dans les rassemblements, colloques et séminaires de tous genres et dans toutes les capitales. Du personnel pour l'Organisation Internationale du Travail, pour les Ministères de la Main-d'Œuvre, pour les comités d'enquête, pour les missions d'études. Ils sont dans la tradition de la F.S.I., la Fédération Internationale d'avant-guerre, liée à la social-démocratie, mais ils ont gravi encore quelques échelons dans les hiérarchies officielles de leur propre pays.

L'élément européen domine : Anglais, Allemands, Belges, Hollandais, Scandinaves, etc. Sans doute les discussions eussent été plus calmes encore s'il n'y avait eu qu'eux pour se réunir. Une certaine vie a été introduite par les délégués non européens : ceux de l'A.F.L.-C.I.O. d'une part, ceux d'Afrique Noire d'autre part. Les premiers parce qu'ils ont posé les problèmes au niveau du monde ; les seconds parce qu'ils ont soulevé des questions qui exigeaient des réponses qui ne fussent pas banalités pour archives.

Les congressistes pouvaient être classés en deux camps : les partisans de l'immobilité et les partisans du mouvement. Impossible de les définir autrement, car tout au long des débats il ne fut jamais question d'une prise de position théorique, d'une discussion idéologique, d'une analyse fondamentale. Un accord tacite porte sur les bienfaits de l'industrialisation, sur les vertus de la démocratie parlementaire, sur les bénéfices assurés du progrès technique. Les débats ne s'animent que lorsqu'une situation de fait intéressant deux centrales est abordée, ou quand un orateur pousse l'audace jusqu'à envisager ce que les années qui viennent peuvent nous apporter, en dehors des statistiques rassurantes et des progrès de la législation sociale.

D'autres classements peuvent être utilement établis : les grandes organisations, qui versent de fortes cotisations, et les petites, dont certaines sont quémandeuses. Ou encore, les organisations des pays ex-colonialistes d'un côté et celles des régions ex-coloniales, de l'autre.

Pour maintenir un certain équilibre entre ces bureaucraties nationales solidement assises ou pressées de mettre à profit le temps qui court, une super-bureaucratie s'est créée, celle de la C.I.S.L. Sa tâche consiste à limiter les querelles, user les discordes, amortir les heurts ; sa survie dépend en grande partie de sa prudence et de son immobilisme, et aussi de son habileté à ne heurter aucun des « grands » : Trade-Unions britanniques, A.F.L.-C.I.O., groupe des centrales européennes. Aussi, si l'on peut parler d'une con-

fédération de centrales nationales, on ne voit guère d'Internationale, au sens où les pionniers l'entendaient.

L'atmosphère du congrès est aussi peu ouvrière que possible, non seulement du point de vue vestimentaire, mais aussi dans la façon de s'exprimer. Les discussions importantes ont lieu en commissions, plus encore dans les couloirs, et surtout dans les hôtels où sont descendues les délégations les plus influentes. Les quelques journalistes présents s'efforçaient de comprendre le sens et la valeur de ces sourdes bagarres à propos de la réorganisation du secrétariat, ou de la polémique entre George Meany, parlant au nom de la centrale nord-américaine, et Harry Douglass, qui exprimait l'opinion des syndicats anglais. La presse de Bruxelles ne donnait que peu de renseignements sur les travaux du Congrès, sans doute parce qu'elle n'y attachait qu'une maigre importance. Seul « Le Peuple », organe du Parti Socialiste, publiait quelques commentaires, reflétant sans nuance l'opinion de Louis Major, un bonze.

Meany avait été franc et direct : 1° la détention de la diplomatie russe fait grand cas est un leurre ; 2° les prétendues mesures de libéralisation du régime soviétique ne sont qu'un artifice de propagande pour camoufler le caractère totalitaire du système ; 3° l'enjeu de la bataille se trouve principalement en Afrique, en Asie, en Amérique latine ; 4° pour empêcher que l'impérialisme russe ne mette à profit le grand mouvement d'émancipation des peuples sous-développés, il faut aider ces peuples à conquérir leur indépendance, contre les puissances colonialistes. Et il donnait en passant un exemple : la guerre d'Algérie affaiblit le camp des nations libres, parce qu'elle retarde l'émancipation du peuple algérien, parce qu'elle prive le front européen des divisions françaises employées en Afrique du Nord. Discours qui relevait d'une conception stratégique, fonction d'une perspective de guerre, la guerre étant, en fait, engagée sous des formes multiples.

Le discours était carré et sans fioritures ; il avait quelques faiblesses. Pour des militants ouvriers, c'était avant tout l'expression d'une politique à mener par un Etat puissant, ou par une coalition d'Etats, ce n'était pas un appel à l'action ouvrière, sinon comme prolongement ou manœuvre de soutien. Pour des hommes d'Etat, c'était un plaidoyer en faveur d'une politique qui n'est pas celle de la Maison Blanche.

La réponse d'Harry Douglass ne contenait ni perspectives à long terme, ni programme de combat, ni éléments d'une politique internationale

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort de notre ami et fidèle abonné,

ALBERT CAMUS

Aujourd'hui nous ne pouvons exprimer notre émotion et notre douleur.

Demain nous parlerons de lui et de ce que les travailleurs libres ont perdu en le perdant.

ouvrière. Elle se bornait à mettre en évidence que l'anti-communisme ne suffisait pas pour doter la C.I.S.L. d'une ligne directrice, elle estimait exagérées les attaques contre les anciennes puissances coloniales. La solution se trouvait dans une aide économique aux populations des régions sous-développées.

Quand les délégations d'Afrique Noire firent entendre leur voix, on s'aperçut que la querelle n'était pas limitée à des différences d'appréciation. Tom M'Boya, des syndicats d'Afrique orientale anglaise, expliqua que les Noirs ne demeureraient au sein de la C.I.S.L. que dans la mesure où celle-ci les soutiendrait dans leur combat pour l'indépendance. Dans le cas contraire, et pour éviter d'être débordé par la démagogie des supernationalistes et la surenchère des propagandes communistes, le repli sur des positions d'autonomie continentale deviendrait inévitable. De fait, au moins dans les résolutions officielles, M'Boya l'emporta, soutenu par les syndicats américains, appuyé par les Tunisiens.

Sur les autres points, la solidité des bureaucraties demeura intacte. Oldenbroeck, dont le remplacement par des éléments plus dynamiques était envisagé par certains, demeure, au moins provisoirement. Une commission est nommée pour étudier la réorganisation des structures...

Pour le reste, les délégations firent assaut de modestie et de prudence tactique. Parmi les délégations latino-américaines, nous n'avons aperçu aucun porte-parole de ceux qui, effectivement, se battent dans des conditions parfois terribles. Lors même que des délégations étaient présentes, les commis-voyageurs des bureaux ambulants étaient plus nombreux que les authentiques militants. Nul porte-parole des oppositions ouvrières de l'Europe de l'Est, nul délégué de l'intérieur de l'Espagne ou du Portugal. La distance est grande entre les luttes ouvrières et les rapports de style administratif du VI^e congrès de la C.I.S.L.

Faut-il en conclure que tout était négatif et à rejeter dans cette rencontre de Bruxelles ? Certainement pas. Plus qu'hier, les dimensions mondiales des problèmes sont comprises. Plus qu'hier, les confédérations nationales admettent qu'elles ont un rôle à jouer et une responsabilité à endosser dans la conduite du monde. Plus qu'hier, le sentiment de solidarité est conscient. Le défaut de la C.I.S.L. n'en prend que plus d'importance : c'est celui de ne pas mesurer les dimensions que pourrait avoir une Internationale syndicale dégagée des fausses solidarités nationales, et la force qu'elle pourrait trouver dans le camp même de ses adversaires : chez les travailleurs des pays soumis à la dictature. Mais les liens de cette solidarité-là ne peuvent être noués par des bureaucraties.

L'ITINERANT.

EN ALLEMAGNE

L'ADIEU AU SOCIALISME

Par 324 voix contre 16, les délégués de la social-démocratie allemande réunis en congrès extraordinaire ont adopté — après des semaines de discussion dans les sections du parti — un nouveau « programme de principes » qui, nous dit-on, « adapte les idées du socialisme aux nécessités de notre temps ». Lorsqu'on sait que le dernier programme de ce parti datait de 1925, on n'est, au premier abord, nullement scandalisé par la nécessité de réexaminer des principes vieux de plusieurs décennies. En effet, le programme d'Heidelberg qu'on vient de ranger dans la catégorie des vieilleries, s'inspirait des idées de Marx et d'Engels, elles-mêmes rafraîchies par les réflexions de Kautsky, de Bernstein et de quelques autres.

Avant d'examiner de plus près les nouveaux « principes », une constatation s'impose : les plus beaux programmes socialistes n'empêchent nullement, dans la politique quotidienne, l'opportunisme le plus opposé aux idées socialistes les plus clairement définies. Il serait facile de le démontrer avec la S.F.I.O., dont le beau programme socialiste ne l'empêche pas de s'accommoder fort bien de Robert Lacoste et de Max Lejeune...

Le fameux programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande, pourtant inattaquable selon les critères les plus sévères du socialisme marxiste, n'a pas empêché ce parti de voter, en 1914, les crédits pour la guerre. Et le programme d'Heidelberg déjà « adapté aux nécessités » du temps, mais encore relativement « pur » puisque le terme « socialisme » y figurait à chaque page et qui, pour l'essentiel, était d'esprit marxiste, n'a pas empêché les prédécesseurs d'Erich Ollenhauer de pratiquer la pire des politiques opportunistes, de tourner le dos à toutes les thèses socialistes (dans la « praxis ») et de se comporter selon les « nécessités » qu'imposait la politique quotidienne sous la République de Weimar ?

Un programme socialiste, aussi pur soit-il, ne ga-

rantit donc nullement que ses principes soient respectés par la direction ou par les adhérents, ce qui signifie, en termes politiques, qu'il ne possède qu'une valeur toute relative. De plus, l'idéal de la social-démocratie allemande relevait — surtout à l'époque de Weimar — d'une conception socialiste bien particulière : le socialisme étatiste, de l'idée que l'Etat, propriétaire des moyens de production et d'échange, devait gérer les biens de la nation au profit exclusif de la population. Etatisme égale socialisme, c'était là, au fond, la grande idée de la social-démocratie allemande ; le reste était littérature.

Le nouveau programme de principes adopté le 15 novembre 1959 a une valeur aussi relative que les programmes précédents. Dans une certaine mesure, il est même plus honnête, en ce sens qu'il correspond davantage à l'action véritable de la social-démocratie, qu'il lui restitue son véritable visage, qu'il ne laisse aucun doute sur ses buts immédiats et lointains.

Qu'y a-t-il dans ce programme ? D'abord une approbation chaleureuse de la démocratie, une prise de position énergique contre toutes les formes de dictature (communiste et fasciste) et quelques formules bien senties sur la nécessité d'une société libre. Ensuite, sur le plan politique, l'approbation de la Constitution actuelle de la République fédérale et l'affirmation de la volonté de conquérir le pouvoir par des moyens démocratiques ; approbation aussi du principe de la défense nationale.

Sur ce plan donc, on chercherait vainement une différence ou même une nuance avec les programmes des autres partis social-démocrates dans le monde entier. Sur le plan économique, par contre, il n'est pas douteux qu'on se soit décidé à une « révision déchirante » de quelques « vieux principes ». Il est souligné, certes, que l'Etat moderne exerce une influence de plus en plus grande sur l'économie, mais

on prend soin de marquer la nécessité d'une « libre initiative des entrepreneurs ». Il y est dit, même, que la libre concurrence est un élément important d'une politique économique libre. La social-démocratie, apprenons-nous, « approuve le marché libre dans le cas où il y a réellement concurrence ». En conclusion : concurrence dans la mesure du possible, planification lorsqu'elle est nécessaire. Et pour couronner ces idées « audacieuses » : « la propriété privée des moyens de production peut réclamer la protection de la société lorsqu'elle ne s'oppose pas à l'établissement d'un ordre social juste. »

Voilà l'essentiel de ce programme pour la partie économique. On peut passer sur le reste qui définit très brièvement, et d'une manière aussi vague que possible, la nécessité d'une « orientation » des investissements, et d'un « contrôle » des forces qui dominent le marché.

Sur le plan culturel, le parti social-démocrate affirme sa volonté de promouvoir un enseignement démocratique, déclare que le socialisme ne prétend nullement remplacer une religion quelconque — ce qui relève du bon sens — mais il va plus loin en disant : « Le parti social-démocrate respecte les institutions de l'Eglise et les communautés religieuses. Il approuve leur protection par les pouvoirs publics, il reconnaît la mission spéciale de l'Eglise et des communautés religieuses et leur autonomie. » Et, plus loin : « Il est toujours prêt à collaborer avec les Eglises dans le sens d'une association librement consentie. »

Sur ce terrain et sur celui de l'économie, la rupture avec les programmes précédents est profonde, fondamentale. On ne reprochera pas à la social-démocratie allemande sa volonté de chercher de nouvelles voies, de reprendre les problèmes, de les repenser, d'abandonner les schémas ; mais ce qui frappe, dans ces principes, c'est leur caractère de pur opportunisme, c'est l'abandon de toute vision socialiste, c'est la transformation de l'idée socialiste au point de réduire les principes à un tremplin pour la prochaine campagne électorale.

Les inspirateurs de ce programme « historique » ne s'en cachent d'ailleurs pas : il s'agit, disent-ils, de sortir la social-démocratie de son isolement, de lui ouvrir le chemin de la conquête des classes moyennes, de rendre possible la conquête du pouvoir. Ainsi, la social-démocratie n'apparaîtra plus, aux yeux des citoyens méfiants, comme le parti des « rouges » qui — ainsi que le prétend le méchant Adenauer — auraient l'intention d'abolir la propriété privée des moyens de production et même de s'attaquer aux Eglises. Quoi de plus simple, alors, que d'adopter — à quelques nuances près — le programme de ce même Adenauer auquel on ne pourra donc reprocher, en gros, que sa politique extérieure trop favorable à l'alliance atlantique.

Il n'y a pas de doute qu'un mobile opportuniste soit à la base du nouveau programme. Mais sa publication — et son adoption par le congrès extraordinaire — reflète un certain nombre de soucis concrets qui accablent le parti social-démocrate allemand. Le premier de ces soucis peut — schématiquement — être formulé ainsi : beaucoup de syndicats désireux d'être effectivement représentés sur le plan gouvernemental poussent la social-démocratie à abandonner un certain nombre de « concepts idéologiques », à rendre sa figure plus attrayante, à ne pas se stériliser dans l'opposition. Les syndicats espèrent ainsi obtenir, sur le plan gouvernemental et parlementaire, ce qu'il n'étaient pas capables d'arracher par l'action. Mais les syndicalistes ne sont pas seuls à exercer cette pression. Le parti social-démocrate allemand, bien que dans l'opposition, est solidement enraciné dans la République fédérale. Des dizaines de milliers de maires, de conseillers municipaux, de fonctionnaires de différents échelons dans les **Länder** forment

l'ossature du parti et font que l'organisation est destinée à l'exercice du pouvoir.

Il est évident que dans un pays où le miracle économique de Ludwig Erhard a chassé, provisoirement, le souci du lendemain, un parti qui ne se sent pas très sûr de ces concepts idéologiques soit enclin à « regarder les faits en face », comme le formulait le théoricien de la vieille « nouvelle école » du libéralisme économique. Ne constatons-nous pas le même phénomène en Angleterre et ailleurs ?

Ce qui est surprenant, c'est qu'un pourcentage infime seulement de délégués du congrès social-démocrate se soit élevé contre cet étrange socialisme, contre ce programme qui, à quelques nuances près, pourrait être signé par la plupart des groupements libéraux et conservateurs d'Allemagne. Le C.D.U., parti du chancelier Adenauer, n'accuse-t-il pas le parti social-démocrate allemand de lui avoir emprunté quelques-unes de ses plus belles recettes économiques ?

L'opposition contre ce courant opportuniste est donc faible. Elle se situe essentiellement dans les associations de jeunes et dans quelques organisations syndicales. Cette faiblesse peut s'expliquer par le fait que l'opposition elle-même paraît désemparée. En parcourant ses publications, on s'aperçoit très vite qu'on se borne, dans ces milieux, à préconiser de très vieux schémas, ceux, précisément, qui n'admettent aucune critique des textes sacrés qui ont vu le jour il y a plus d'un siècle.

Où sont donc les analyses de l'économie contemporaine, et où est mené l'effort d'investigation pour préconiser des solutions modernes, qui ne soient ni celles du socialisme étatiste ni celles de la libre entreprise, découvertes par les nouveaux théoriciens de la social-démocratie allemande ?

Il y a donc stagnation de la pensée des deux côtés. Mais le fait que l'opposition marxiste rencontre un écho si mince prouve, à notre avis, que les théoriciens du nouveau programme sont, eux, dans le « sens de l'histoire », et le resteront aussi longtemps que durera le miracle économique et la conjoncture actuelle. Et c'est cela qui a permis à la bureaucratie du S.P.D. de l'emporter aussi facilement, de faire accepter un programme dont le socialisme n'est que la couverture.

Est-il nécessaire de souligner que l'opportunisme qui a présidé à l'élaboration du nouveau programme n'apportera guère les succès souhaités ? Aussi « américanisée » que soit la vie de la République fédérale, il est néanmoins évident que la social-démocratie allemande restera le parti auquel la classe ouvrière — et elle seule, à quelques exceptions près — apportera sa confiance et ses suffrages. Le désir de tromper l'adversaire en adoptant partiellement son programme ne sera pas exaucé parce que toute la réalité sociale s'y oppose ; la bourgeoisie allemande, qui est aussi peu libérale que possible, considère la social-démocratie et le mouvement syndical dans son ensemble comme un corps étranger, comme un élément non assimilable. Pour Adenauer et ses amis, les social-démocrates sont les « rouges » malgré tous les efforts de ces derniers pour changer de couleur.

Avec ce nouveau programme qui est un adieu au socialisme, bien qu'on continue à parler de socialisme démocratique, on a fait un effort pour tromper l'adversaire... et l'histoire. Gageons que ces nouveaux principes ne résisteront pas à la réalité des faits et que ce programme si platement opportuniste d'un parti aussi profondément ancré dans l'histoire de l'Allemagne n'atteindra pas l'âge du programme précédent : ou bien d'autres opportunistes le remplaceront par des formules non moins fallacieuses, ou bien des gens plus sérieux auront un jour la possibilité d'y insérer les réflexions d'un socialisme authentique éloigné aussi bien de l'opportunisme pur que des recettes idéologiques.

On en est encore loin. Les débats au congrès et les discussions qui le précèdent ont revêtu un caractère étrange : alors que la bureaucratie du parti et les théoriciens de la « nouvelle école » étaient incapables d'apporter la moindre justification théorique aux changements proposés, les opposants eux-mêmes se perdaient dans les formules stériles, sans rapports véritables avec la réalité sociale : on parlait marxisme

sans préciser en quoi ce terme peut, aujourd'hui, contribuer à la solution de tel ou tel problème social. On avançait des concepts au lieu d'analyser une situation et de formuler les moyens de lutte.

Tel est aujourd'hui le désarroi intellectuel d'un parti qui se réclame du socialisme démocratique. Ce n'est pas, on le voit, plus brillant qu'aillieurs.

Gustave STERN.

ANTIRACISME ET PROSOVIÉTISME

L'article suivant avait été réclamé au camarade Xavier Sigond, des Jeunesses Socialistes Autonomes par le Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme — pour la Paix (M.R.A.P.) pour son journal « Droit et Liberté ». Mais celui-ci, après de longues discussions et malgré plusieurs concessions de forme, refusa finalement de le publier parce que l'U.R.S.S. y est citée parmi les pays où des mesures ont été prises contre les juifs. Nous n'hésitons pas quant à nous à donner l'hospitalité à ce jeune camarade et nous nous félicitons de l'incident s'il permet de démasquer une organisation qui, sous couvert de défense de nobles idéaux, n'est qu'un instrument — parmi beaucoup d'autres — des agents de l'Etat russe. Puisse-t-il aussi retenir les militants du P.S.A. sur la voie où certains d'entre eux semblent s'engager d'une collaboration avec Moscou et ses valets. — F. Ch.

POURQUOI NOUS SOMMES ANTIRACISTES

Ce n'est pas comme socialistes que nous parlons contre le racisme. Certes l'adhésion au socialisme suppose la reconnaissance d'un certain nombre de principes de morale sociale, qui ne suffisent pas, bien entendu, à définir une attitude politique. Et, soit dit en passant, il est bon de dénoncer pour ce qu'elle est — un chantage à la morale — l'attitude de ceux qui croient pouvoir trouver dans ces principes un alibi de bien-pensants pour justifier leur absence politique ; on disait autrefois : « Un tel aime les Tartares pour se dispenser d'aimer son voisin. »

Ce n'est pas au nom du Socialisme que nous condamnons le racisme, car il est évident que nous n'avons pas le monopole des principes ; mais nous sommes convaincus, en sens inverse, qu'un programme socialiste doit être internationaliste et antiraciste, ou cesser de se réclamer d'une certaine tradition du mouvement ouvrier à laquelle, quant à nous, nous nous faisons un honneur d'avoir dû sacrifier d'autres fidélités. Ceux qui n'affirment pas ces principes avec force et sans aucune réserve perdent leurs droits à se dire socialistes.

L'antiracisme n'existe pas, ou, du moins, il ne peut se définir que par le racisme. L'antiracisme est l'attitude générale, le racisme l'exception. Il faut donner à ce mot tout son sens : les manifestations racistes nous ont montré que, dans bien des cas, il s'agit véritablement de déformations pathologiques, relevant plus, de ce fait, des traitements appropriés que de la critique politique. Ces cas ne nous intéressent pas, encore que leur nombre doive inquiéter. Nous nous battons contre les autres ; les conscients ; les responsables ; ceux aussi qui, sans s'avouer racistes, mènent la politique de leurs intérêts au nom des principes du nationalisme, de l'impérialisme, du colonialisme, c'est-à-dire, en fin de compte, du droit qu'auraient certains peuples à disposer des autres. Nous nous battons contre ceux qui pratiquent le paternalisme à grande échelle, tant il est vrai que le propre du tyran est de croire que l'esclave est heureux d'obéir. Nous nous battons surtout contre les « idéologues », ceux qui, sains d'esprit, font le lit des malades. « Quelques maigres idées, et des passions indomptables », disait Alain. Les idées sont probablement impossibles à exorciser : ceux qui les embrassent n'y

trouvent que ce qu'ils y ont mis, leur propre impuissance. Mais les passions, souvent complaisantes, peuvent être combattues. Certes pas par le moyen d'une autre passion : l'idée d'humanité n'a pas d'apôtres, tant elle est naturelle. En ce qui nous concerne, notre attitude antiraciste est à hase d'indignation : c'est cette indignation qui peut et doit être explicite et répandue. Car enfin, on oublie trop vite. Alain Resnais, après le film « Nuit et Brouillard », fut accusé de réveiller de vieilles querelles. Mais les querelles sont-elles vieilles, quand des bandes de jeunes fascistes agissent impunément, quand les étudiants de couleur sont assaillis dans Paris (il leur est déjà pratiquement interdit de se loger autrement que par l'intermédiaire des œuvres universitaires), quand les travailleurs nord-africains dans la même ville sont délibérément soumis à un régime de terreur ? Devra-t-on se taire aussi sur les assassinats racistes en Angleterre ? La politique d'apartheid en Afrique du Sud ? La ségrégation aux Etats-Unis ? Devra-t-on se taire, et se rendre ainsi complice des grands crimes, ces « vieilles querelles » : l'extermination hitlérienne — ou même les mesures prises contre les juifs en Union soviétique entre 1948 et 1953 ? Il n'est pas question de l'accepter.

La passion raciste fait tourner d'autres moulins.

Il est évident que les régimes réactionnaires fascistes ou simili, qu'ils l'admettent ou qu'ils s'en défendent, s'alimentent plus ou moins consciemment aux principes du racisme. Or on ne saurait en rendre responsable tel ou tel homme politique. Il s'agit seulement d'un phénomène naturel, corrélatif à la réaction politique, comme l'impérialisme l'est à la réaction économique. Les régimes de ce type, tributaires eux aussi d'une certaine impulsion sentimentale, s'appuient souvent sur l'idée de patrie, laquelle se dégrade rapidement vers l'idée de nation. La logique interne du nationalisme veut qu'il soit aussi un expansionnisme. En termes économiques c'est l'exploitation coloniale ; en termes de philosophie politique, c'est la justification de cette exploitation par son expression juridique : le droit de la nation colonisatrice sur la nation colonisée, de la race supérieure sur la race inférieure. Le racisme est donc l'issue normale des nationalismes : la nation allemande, la nation arabe... En fait, le racisme exprime la nécessité biologique du nationalisme : nous pressentons de nouveau la pathologie.

L'idée de patrie n'est rendue généreuse que par référence à l'humanité. L'humanité existe comme société. Pour Auguste Comte, c'est « le plus vivant des êtres connus ». Peut-être faut-il croire à l'humanité pour croire au socialisme. Et réciproquement. « Qui ne sent plus l'humanité réelle, comme au bout de ses doigts, celui-là n'est plus un homme. » Et cela n'est pas une vérité d'évidence. Contre la bêtise fanatique, contre les nouveaux Ubus, nous pensons trouver là la grande raison de lutter : le respect infini de l'homme, le droit inaliénable de tous les peuples à décider de leur propre destin. Voltaire, que cela n'empêchait d'ailleurs pas d'être esclavagiste, se plaignait qu'on lui envoyât de chez les « sauvages » « beaucoup de marchandises et peu de vérités ». Ce combat-là n'est pas terminé.

Xavier SIGOND.

L'assemblée générale du M.S.U.D.

Il y avait bien trois cents militants réunis dans la Salle des Ingénieurs civils, le samedi 12 décembre, pour participer à l'assemblée générale du Mouvement syndical uni et démocratique. Trois cents militants dont certains sont responsables d'organisations syndicales importantes, d'autres des animateurs de syndicats ou de sections. Beaucoup appartenaient à la région parisienne, mais il y avait un certain nombre de provinciaux. Sans une liste détaillée des présents, on ne peut établir la distribution des appartenances par centrale ; il semble pourtant que les autonomes étaient nombreux, surtout parmi les postiers. En bref, un échantillonnage assez complet du monde syndical actif.

Les buts du P.U.M.S.U.D. — c'est le nom que l'Association a pris — sont connus. Il n'est pas superflu de les rappeler : « susciter le regroupement de... tous les salariés, décidés à préparer la reconstitution de l'unité syndicale sur la base des principes suivants : 1) libre confrontation des thèses, sans que soient masquées les divergences naturelles ou doctrinales ; 2) franche reconnaissance des diverses tendances avec leur possibilité d'expression ; 3) vote à bulletin secret pour l'élection des responsables, interdiction effective du cumul des fonctions syndicales et politiques ; 4) rejet de la politisation du mouvement syndical qui doit rester constamment maître de ses initiatives et de son action ».

Depuis l'appel du 15 juin 1957, des fédérations et des syndicats ont adhéré en bloc, de même que des animateurs d'organisations, à titre individuel, et des noyaux de militants de province, plus des individualités. Au total, d'après Denis Forestier, secrétaire, il y aurait 450.000 affiliés, directement ou par le truchement d'un syndicat. Ces chiffres méritent d'être pris en considération : ils témoignent que le courant pour un syndicalisme authentique existe, que la situation du mouvement syndical actuel ne satisfait ni les enseignants, qui se sentent coupés de la classe ouvrière, ni les autonomes, pour qui l'autonomie n'est qu'une position d'attente, ni les syndicalistes de « Force Ouvrière », qui voudraient réagir contre l'immobilisme, ni les éléments de la C.F.T.C. qui désireraient accélérer l'évolution de leur centrale, ni les minoritaires de la C.G.T., doublement isolés.

Il n'y a pas lieu de s'emballer pourtant. Quand les délégués de province sont intervenus, le matin, pour exposer les situations locales et départementales, il est rapidement apparu que l'adhésion d'un syndicat national au P.U.M.S.U.D. n'entraînait pas toujours la mise en mouvement de ses sections ou de ses activistes. La tendance au syndicalisme catégoriel, la mise en sommeil de nombreuses unions locales et départementales, le patriotisme de centrale, contribuent à fixer chaque militant et chaque section dans un isolement égoïste et à courte vue. Par ailleurs, il existe le danger de considérer le P.U.M.S.U.D. comme une nouvelle formule de rassemblement des mécontents. Ce danger s'explique précisément par le fait que la vie syndicale est fréquemment réduite à des services administratifs, et que l'intérêt porté aux questions sociales passe par des milieux, des journaux, des groupements qui n'ont rien de syndicaux.

Forestier a donc eu raison d'insister sur le refus du P.U.M.S.U.D. de vouloir créer une nouvelle confédération, sur le refus aussi de doter le P.U.M.S.U.D. d'une doctrine ou d'une orientation précise. La limitation des buts de l'association est indispensable si l'on veut éviter d'ajouter encore à la confusion

syndicale existante et si l'on veut se prémunir contre les manœuvres, d'où qu'elles viennent. Le contenu des principes énoncés est suffisamment riche pour que leur exploitation fournisse matière à étude, à propagande, à action.

Plutôt que tenter d'échapper à notre impuissance actuelle en nous livrant à de la haute politique, il serait utile d'œuvrer solidement dans le cadre même du pacte volontairement souscrit. Dans ce sens le P.U.M.S.U.D. peut ouvrir ses chantiers ; c'est même dans la mesure où il entamera un travail méthodique, quotidiennement poursuivi, qu'il dépassera le stade des déclarations et de la diffusion de formules, bonnes en soi, mais inappliquées.

Une difficulté se présente pour cette mise en route : c'est le caractère involontairement ambigu de l'association. D'une part des organisations syndicales, d'autre part des militants. Cela pose un problème, souvent évoqué et rarement sondé : celui de l'organisation militante et celui de l'organisation de masse. Il n'a été abordé que par raccroc, quand un copain a parlé des cas Lafond et Le Bourre. Il mériterait une analyse plus poussée, précisément pour que le P.U.M.S.U.D. ne répète pas des expériences malheureuses. Ses animateurs se trouvent en bonne posture : ils connaissent à la fois la nécessité de l'action militante, lucide et d'avant-garde, et les pressions de la réalité, les impératifs de l'organisation syndicale.

LES SOUS-MARINS

La confrontation d'expériences diverses, par des militants de formations différentes, pour faire avancer des questions communes, doterait l'ensemble du mouvement syndical — et pas seulement l'une ou l'autre confédération — d'un véritable centre de formation. Cela paraît indispensable, surtout après avoir entendu un délégué de syndicat — celui du Cadastre — déclarer qu'il ne s'agissait pas de revenir sur les raisons de la scission, puis prôner l'unité d'action comme moyen de favoriser l'unité syndicale. Cette façon de voir conduit à toutes les aventures, et principalement à celles que nous payons aujourd'hui : elle mise sur le slogan d'agitation, elle ne se fonde pas sur la raison du militant. Elle noie les faits sous des formules faciles à manipuler ; elle entend faire oublier que les scissions sont précisément nées d'une fausse unité, et que si le P.U.M.S.U.D. existe, c'est pour éviter les conglomérats circonstanciels et travailler au rassemblement sur des bases saines, des bases de classe.

L'intervention de Le Brun, qui était là à titre d'observateur et d'invité, a accentué l'impression

Le *Syllabus*, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infallible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans une partie des écoles de France **aux frais de l'Etat** :

« Il n'appartient pas au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Eglise et les limites dans lesquelles elle peut les exercer. » (*Syllabus*, art. 19.)

déjà ressentie par une bonne partie de l'assemblée sur l'utilisation possible du P.U.M.S.U.D. comme milieu à manœuvrer et comme façade à présenter. Hier au P.C., aujourd'hui au P.S.A., le secrétaire « minoritaire » de la C.G.T. avance des opinions qui ne brillent pas par la clarté et lance des propositions à double ou triple perspective. Il a par exemple affirmé que la politique Pinay-Rueff avait suscité des réactions et qu'elle avait échoué en grande partie en raison de l'action ouvrière. Dans les cercles de militants syndicalistes, l'opinion opposée prévaut. Là où les forces syndicales sont importantes et où l'action était possible — les services publics — rien de sérieux n'a été entrepris. Là où les syndicats sont sans troupes, ce n'est que le système des heures supplémentaires et le grappillage des fruits de l'expansion économique qui a permis aux salariés de maintenir en partie leur pouvoir d'achat. Quant à la pratique de l'unité d'action, que défend Le Brun, nous ne la voyons déboucher que sur des compromis entre bureaucraties syndicales, entretenir la confusion, préparer le terrain à des opérations politiques, correspondre à des espoirs d'un changement de la conjoncture internationale.

Riguidel, du Bâtiment autonome, a utilement rappelé que l'unité de 1935 correspondait pour les uns à une volonté de rassemblement ouvrier, manifestée par le Comité des 22 en dépit et contre les bureaucraties confédérales de l'époque, et que, pour ces mêmes bureaucraties, elle n'a été que le reflet syndical du pacte Laval-Staline. Hébert, de l'U.D. Force Ouvrière de la Loire-Atlantique, s'est étonné de voir que certains taiseient l'influence de la nouvelle diplomatie soviétique sur le comportement de l'état-major de la C.G.T. Mercier, de l'Union des Syndicalistes, a insisté sur les conditions premières de l'unité syndicale : le droit des syndiqués à contrôler et à animer leurs syndicats, sans lequel il n'y a que fiction d'unité, donc nécessité impérative de rompre cette fiction.

Le besoin ressenti de rendre au mouvement syndical son rôle premier, la libre association des travailleurs sur leur propre terrain, trouve dans le P.U.M.S.U.D. un moyen de s'accomplir, un élément de réponse. Encore faut-il que les vertus que l'on attend d'un mouvement syndical rénové soient pratiquées et développées chez ceux-là qui veulent cette rénovation. Si le P.U.M.S.U.D. se borne à être une réunion de militants où viennent se répercuter et s'affronter les échos des querelles politiques, un carrefour des influences extra-ouvrières, la confusion continuerait à être entretenue. En ce sens, la proposition faite par Ruff, de l'Enseignement de la région parisienne, pour doter le P.U.M.S.U.D. d'un journal où seraient discutés les problèmes ouvriers est à retenir et à encourager.

POUR AVANCER

Quels seraient, pour les noyaux de province, pour ceux de la région parisienne, pour les groupes de militants rattachés à une industrie ou une même région, les tâches auxquelles s'atteler ? En premier lieu, l'étude des réalités en partant de situations connues. Nous sommes actuellement encombrés par des thèses qui sortent droit de cercles de sociologues étrangers à la classe ouvrière, sans connaissance directe des luttes ouvrières, et qui subissent l'influence, ouverte ou cachée, des appareils technocratiques ou des candidats à l'administration de l'Etat. Or, pour la connaissance des problèmes qui — suivant les dires des novateurs — bouleversent les conditions mêmes de la vie sociale, le témoignage des militants est à citer en premier lieu. Pour évaluer exactement quelle est l'évolution de la classe ouvrière, de ses structures et de sa mentalité ; pour situer le poids et le rôle des cadres et des techniciens ; pour établir un bilan des expériences des comités d'entreprises ;

pour connaître le degré d'identification ou d'éloignement des travailleurs — et pas seulement des travailleurs français, mais des salariés immigrés et des prolétaires nord-africains — et des organisations syndicales, c'est aux travailleurs qu'il faut donner la parole. La recherche de méthodes d'intervention directe des travailleurs sur la marche de la société, avec le souci de réduire au minimum les servitudes de la bureaucratie — qu'elle soit d'Etat ou syndicale — la poursuite des efforts pour que se manifeste la présence ouvrière, ne peuvent être confiées qu'à des militants ouvriers, et non à des organismes apparemment neutres. Et ce qui est vrai pour l'information sur le plan national ou pour l'action, l'est tout autant pour la vie internationale.

Le P.U.M.S.U.D. doit-il borner ses activités à la connaissance et à la diffusion de ses informations ? Il tomberait dans ce cas sous l'accusation de n'être qu'un rassemblement d'observateurs. Pour remplir entièrement son rôle, il peut provoquer, entretenir, multiplier les initiatives qui font de ses principes une pratique. Et pour cela, nous ne voyons comme chemin à suivre, comme méthode à employer, que celle mise au point, sans préjugés doctrinaux, mais avec une sûre connaissance des réalités syndicales, par les syndicalistes de la Loire. C'est-à-dire, entre militants responsables d'organisations relevant de centrales différentes, le contact permanent et la recherche d'ententes à buts précis, pour des objectifs d'autant mieux connus qu'ils auront été fixés après étude commune.

Cette pratique se heurte à des obstacles sérieux : la discipline des centrales, les pressions politiques, mais elle seule permet aux militants syndicalistes de conserver le contrôle de leur action, de faire barrage à la démagogie, de développer un patrimoine ouvrier authentique.

Il n'est pas vrai que « Force Ouvrière » soit toute entière paralysée par la timidité de ses dirigeants ou par les pratiques imitées de celles de Jouhaux ; il n'est pas vrai que la C.F.T.C. n'est qu'une confédération télécommandée par des cléricaux ; il n'est pas exact que les syndicats autonomes soient tous des succursales de l'U.N.R. ou des organisations qui se refusent à prendre part à la vie sociale ; il n'est pas exact que toutes les sections syndicales affiliées à la C.G.T. obéissent au doigt et à l'oeil aux volte-face de Benoît Frachon. Il n'est qu'un seul test qui permette de juger le degré de vérité de ces appréciations, c'est celui qui consiste, pour chaque problème commun, à réunir et confronter les militants syndicalistes qui font passer la poursuite d'une politique syndicale ouvrière avant le patriotisme de centrale ou les calculs politiques.

L'empoignade qui mit aux prises Hoyez, des Charpentiers en fer, et Cadiou, qui avait présenté le rapport sur « Le devenir du syndicalisme et l'unité syndicale ». (le premier défendant les conceptions syndicalistes révolutionnaires, le second préconisant des méthodes adaptées aux situations nouvelles), n'aura pas été vaine, si elle contribue à développer, au sein du P.U.M.S.U.D., le goût du concret, de la connaissance, et des expériences. Il eût été possible de critiquer le rapport de Cadiou en lui opposant nombre de situations qui vont à l'encontre de ses constatations générales ; il eût été possible de reprocher à Hoyez sa propension à répéter des formules — bonnes — sans les nourrir d'exemples vivants. Ce qui peut faire cohabiter Hoyez et Cadiou dans une même association, et les faire travailler ensemble demain dans une même confédération, c'est un identique effort vers une meilleure connaissance des faits, avec la commune volonté d'armer la classe ouvrière et elle seule.

La résolution finale, adoptée à l'unanimité, ne précise pas toute l'œuvre que le P.U.M.S.U.D. peut et doit accomplir. Elle a l'avantage d'inciter les adhérents à se mettre au travail.

L. M.

Une défaite qui fortifie la persévérance

Le projet de loi scolaire ayant été déposé, le gouvernement ayant décidé d'engager sa responsabilité directe devant l'Assemblée nationale, le président de la République ayant accepté, pour aboutir, la mutilation de la « gauche de son équipe », la Chambre « introuvable » ne pouvait que se soumettre... Debré ou de force ! Aucune surprise dans cette conclusion législative.

Ce qui reste équivoque et mystérieux, ce sont les mobiles et les motifs des agents et auteurs de l'opération. Dans la critique mesurée et solide de l'exposé des motifs — publiée dans « l'École Libératrice » du 26 décembre 1959 — on souligne les deux hypothèses possibles : **ou la coopération souhaitée conduira à l'unification de l'Enseignement, c'est-à-dire à une nationalisation explicitement instituée ou implicitement accomplie — ou bien l'on aboutira par la voie « compétitive » et non coopérative à la constitution d'une université confessionnelle, bénéficiant de crédits publics.**

Ce qui nous paraît, de notre point de vue, le plus grave en cette affaire, c'est que l'agitation politique soulevée par la nouvelle loi submergera, sous la confusion de ses vagues, des actions essentielles, des conflits profonds, des mouvements nécessaires. Effet certain et facilement prévisible d'une cause encore mal éclairée.

Il n'est guère possible de supposer l'aveuglement des responsables. Le gouvernement a-t-il voulu délibérément « spécialiser » ainsi l'opposition afin d'assourdir des débats publics et gênants ? Que le parti khrouchtchevien anime la défense laïque, cependant que M. Pincly apparait comme le plus intransigeant zélateur de l'École libre peut éveiller un double soupçon : d'un côté, on voudrait que soit négligée la politique internationale, de l'autre estompée la lutte ouvrière directe.

Déjà, on assiste à une surenchère nationaliste pénible. M. Debré s'est taillé un succès facile en rappelant que les établissements libres et privés recueillirent, pendant l'occupation, les universitaires et les enseignants chassés des institutions officielles par les lois de Vichy. Si peu flattés que nous soyons d'une telle concordance, notre propre expérience confirme le témoignage du président du Conseil. L'argument n'est pas négligeable. Nous défendons l'École laïque parce qu'elle représente actuellement le maximum de liberté efficace pour les enseignants. Mais il suffit que l'Etat se renforce et adopte les caractères du paternalisme autoritaire ou du totalitarisme, pour que ses établissements deviennent irrespirables aux esprits libres.

Le syndicalisme universitaire a sans doute animé la lutte contre l'arbitraire, la résistance active ou passive à la raison d'Etat et à l'oppression. C'est peut-être là le mobile, plus ou moins nettement conçu, de l'offensive contre l'école laïque. C'est par voie de conséquence la plus haute justification de la défense laïque.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE OU CULTURE PRIVILEGIEE

Mais le syndicalisme universitaire perd sa raison d'être, s'il ne dépasse pas la simple défense des lois laïques. Sa mission ce n'est pas de consolider l'enseignement d'Etat, encore moins de soumettre son

effort à une propagande politique, même démocratique, même socialiste, même révolutionnaire.

Nous avons exprimé de sérieuses réserves dans le passé sur des projets de réforme de l'enseignement qui, sous le signe de l'école unique, aboutissaient surtout à l'enrichissement des élites, c'est-à-dire à l'appauvrissement intellectuel de la classe ouvrière. Mais nous ne nous associons pas, pour soutenir la « morale du refus de parvenir », à ceux qui entendent maintenir des privilèges de caste. Aux prétentions des mandarins nous opposons le droit des enfants ouvriers à la plus haute formation professionnelle, aussi à la culture désintéressée.

Il est vrai que des camarades sincèrement révolutionnaires dans leur action sociale se révèlent conservateurs, même réactionnaires lorsqu'ils pénètrent dans le domaine de l'enseignement. Ils méprisent souvent les méthodes et techniques nouvelles, les formules de l'école active. Ils disputent des valeurs comparées des mathématiques supérieures ou des humanités gréco-latines. Que la science et l'érudition soient réservées à une petite minorité de chercheurs sélectionnés, nul ne le contestera. Mais la véritable culture scientifique, la sagesse née du miracle grec ne peuvent demeurer l'apanage d'une oligarchie de clercs qui se signalent chaque jour par leurs aberrantes illusions, aussi pour quelques-uns par soumission à la démagogie avantageuse.

Je provoquerai encore quelques démangeaisons irritantes en rappelant que lors de la fameuse querelle du « Tronc commun », c'est-à-dire des classes communes à tous les élèves jusqu'à l'adolescence, le syndicat C.F.T.C. défendit une position plus syndicaliste que celle de la Fédération autonome paralysée par le syndicat de l'Enseignement du deuxième degré.

Il fallait, disait-on, maintenir « la lente imprégnation du secondaire ». Quelqu'un de ma famille se plaignait de son fils qui, en troisième classique, à treize ans et demi, voulait abandonner le grec... choisi à onze ans et demi. Une telle variation est un cas pensable.

On s'est bien gardé de nous préciser les critères qui déterminent ainsi l'orientation définitive à un âge où l'on joue encore à la poupée ou aux billes.

Faut-il ajouter que malgré la démocratisation de l'enseignement, on n'a pas encore réussi à supprimer les classes élémentaires des lycées ? Et préciser que la dernière réforme du B.E.P.C. (brevet de fin d'études du premier cycle) n'a pas d'autre but que de séparer les cours complémentaires des établissements du deuxième degré.

On se consolerait après tout de cet isolement du primaire si, en exemptant du B.E.P.C. les lycéens (peut-être parce que la compétition ne leur était pas toujours favorable), on nous accordait la sanction d'un examen décelant des aptitudes et mesurant la curiosité intellectuelle et même la vraie culture.

Bien au contraire. Pour la première fois, l'orthographe est mis à parité avec la composition française (concession à la gérontocratie la plus affligeante). On supprime l'épreuve écrite de langue vivante (discipline aussi importante par son utilité pratique que par sa valeur culturelle). Et les compositions d'histoire, de géographie, de sciences, au lieu de sanctionner l'initiation à ces disciplines fructueuses, mesureront des connaissances acquises, c'est-à-dire que leur préparation provoque le « bachotage » le plus grossier et le plus abrutissant.

UN EMINENT ESPRIT

Je ne devrais pas insister. A quoi bon continuer dans cette voie étroite où je suis certain d'écraser pas mal de pieds. Mais je ne peux me retenir. Il faut que je cite encore M. Léon Emery... « un des meilleurs écrivains et des meilleurs esprits de notre temps... », au jugement de M. Thérive, exprimé dans une revue réactionnaire.

La caution est bourgeoise ! M. Thérive ajoute que son : « des circonstances défavorables, M. Emery s'égèrait aux deux Académies, serait illustre dans l'Université ».

Circumstances défavorables ! Ce charmant euphémisme s'applique sans doute aux vagabondages de M. Emery dans le parti de Marcel Déat... A moins qu'il ne s'agisse des « tristes antécédents » du professeur... qui fut, avant la guerre, l'un des plus remarquables militant du **Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes** et du **Cercle syndical d'action contre la guerre...**, qui collabora même à la **Révolution Proletarienne**.

On veut croire que les persécutions subies — odieuses et stupides — ont désorienté notre grand homme. On ne veut pas supposer que nous l'ayons complètement méconnu, lorsque nous l'écoutions avant la guerre.

Mais cet illustre écrivain, du haut de sa tour d'ivoire, ne voit plus le peuple que sous un grouillement confus. Aucun écrivain cléricale et réactionnaire n'a été aussi loin que lui dans ses « **Principes d'un équitable statut scolaire** » (**Les Cahiers libres**, de septembre 1959, organe de l'**Association européenne des Enseignants**).

M. Emery pourrait nous séduire par ses propos contre l'étatisme et le monopole scolaire, qui mènent d'après lui, au totalitarisme. Quoique son autorité soit récusable dans ce procès.

Mais nous sommes obligés de discuter sa probité intellectuelle dont nous ne voulions pas douter. Il accuse par exemple notre syndicat de reprendre la thèse monopoliste, en « la déguisant quelque peu sous les dehors d'un projet de nationalisation paré d'il usaires garanties ». Or ce projet date de plus de trente ans — si mes souvenirs ne me trompent pas. Il fut présenté et défendu au congrès de la C.G.T. en 1933 par L. Zorretti. M. Emery ne pouvait l'ignorer à cette époque. S'il l'a oublié, que ne rafraîchit-il sa mémoire avant de juger et condamner ?

Qu'il dénonce l'action communiste au sein de l'Université ne nous gêne guère. Et nous ne l'avons pas attendu pour mener la contre-offensive. Mais c'est porter de l'eau au moulin khrouchtchevien que confondre l'insidieuse action totalitaire avec « le marxisme diffus ou le progressisme nébuleux » qui selon lui, influencerait la majorité des maîtres. Et en bon pédagogue, M. Emery illustre son affirmation d'exemples précis : « **Expliquer l'Illiade par les routes du commerce, la chrétienté par les bénéfices ecclésiastiques, la civilisation par l'industrie, les révolutions par la condition prolétarienne, c'est toujours obéir sinon à la doctrine, du moins à sa pente et ravalier l'homme au niveau du fait brut.** »

Or, il s'agit là d'études historiques menées par des hommes qui ont tenté d'éclairer la complexité des phénomènes historiques et qui se gardent bien d'imiter le philosophe Emery dans la proclamation de conclusions péremptoires et définitives.

L'utilisation dans nos manuels, de l'Illiade pour chercher dans l'admirable légende des clartés sur la Grèce homérique, initie nos jeunes élèves à la première poésie épique ; tout en les familiarisant avec les tâches humbles et fécondes des cultivateurs et des bergers gravés sur le bouclier d'Achille. Quant à l'explication de « **L'Illiade par les routes de l'étain** », c'est une thèse soutenue par M. Mireaux, qui n'est ni méprisante, ni indiscutable.

Nul n'a ramené le christianisme à la simple éva-

luation des bénéfiques ecclésiastiques. Mais peut-on expliquer l'extraordinaire développement des abbayes au moyen âge, l'adhésion à la réforme luthérienne des princes allemands — même la constitution civile du clergé de 1791 — par de simples débats théologiques ou par les élans d'un foi mystique et populaire ?...

Quant aux influences de l'industrie sur la civilisation, de la condition prolétarienne sur les révolutions, on peut évidemment les ignorer, à condition d'être aveugle et sourd...

On voudrait s'excuser de tels commentaires, utiles cependant pour situer cette critique de l'Université, qui explique l'allusion ironique à une heureuse formule de Jean Guéhenno : « **L'Université n'a pas d'autre loi que la libre recherche de la vérité** ». L'auteur de **Caliban parle** nous paraît justement qualifié pour une telle profession de foi. Professeur, militant, inspecteur général, apologiste de Jean-Jacques Rousseau, ce clerc qui n'a pas trahi, n'a jamais balancé lorsqu'il fallait choisir entre le peuple, les politiciens et les mandarins.

Sous un tel patronage, on peut associer la méfiance à l'égard du dogmatisme étatiste et la méfiance à l'égard d'un « libéralisme » garanti par des institutions religieuses.

Des éducateurs chrétiens et catholiques — qu'on ne peut suspecter de laïcisme systématique — défendent à nos côtés l'école publique, parce qu'on y jouit encore actuellement d'une liberté relative, alors que du côté du cléricisme rouge ou noir, c'est la servitude absolue.

Mais M. Emery — ancien professeur d'école normale primaire, ancien collaborateur de l'**Ecole Libératrice** — nous dévoile sa pensée dominante en opposant la conception de l'enseignement « **destiné à tout le peuple** », « **la notion d'un savoir minimum garanti** », à la conception de l'école « **moyen de préparer des élites numériquement très restreintes** ». « **Il n'est d'éducation authentique que celle qui vient des cimes pour y retourner, le domaine de la culture ne pouvant être qu'une juste aristocratie en laquelle l'éminence procède non de la fortune ou du rang, mais de l'esprit. Force est d'en conclure que la démocratie est impuissante à légiférer en matière scolaire, car on ne voit pas comment la masse pourrait apprécier ce qui, par définition, lui est étranger.** »

Hautaine et méprisante expression d'un éminent aristocratie, cette conclusion mérite d'être connue. Peut-être M. Emery dit-il assez haut ce que certains clercs libéraux et révolutionnaires pensent tout bas. Nous ne voulons pas flotter... « la démocratie ». Il est vrai que nos camarades ouvriers apprécient faussement cette... « culture supérieure »... qu'ils placent trop souvent bien au-dessus de sa valeur réelle. Pour les instruire, il suffit de rappeler non seulement les monumentales erreurs de ces clercs et aristocrates, non seulement leur ignorance des réalités passées et présentes, leur incapacité à prévoir le futur, mais surtout leurs successives abdications devant la guerre et l'union sacrée en 1914, le nazisme en 1940, le stalinisme depuis 1945.

D'autres intellectuels ont rejoint les syndicalistes authentiques et tenté non sans courage de réconcilier le peuple et la culture. Ils ont parfois péché par excès de confiance naïve. Leur exemple nous permet cependant d'espérer et de persévérer...

Roger HAGNAUER.

Voici déjà pas mal de temps que les enquêteurs envoyés en Algérie par la Croix-Rouge internationale sont rentrés à Genève.

A quand la publication de leurs rapports ?

La fondation de la "Vie Ouvrière"

(Suite et fin)

Une autre raison encore nous empêchait de décider le 15 juillet une grève générale pour le 24 septembre, une grève générale de protestation n'est possible qu'à la faveur d'une émotion qui vient ébranler la masse ouvrière. Dans ce cas, un jour ou deux de préparation pratique doivent suffire à la rendre effective. La grève générale de solidarité en faveur des soldats le 24 septembre, c'est au moment où les soldats se seraient dressés — s'ils se dressaient — que nous aurions pu sentir si elle était possible. La décider le 15 juillet, ç'aurait été travailler à la rendre impossible le 24 septembre.

La C.G.T. n'avait nullement rectifié son tir. Elle n'avait pas renié un pouce de l'idéal révolutionnaire du syndicalisme. Ce qu'elle avait répudié, c'étaient les coups de tête de l'insurrectionnalisme ; elle avait signifié qu'elle en avait assez des tranchement qui découvrent une situation révolutionnaire tous les quinze jours.

Attaqué sur la droite par les socialistes, attaqué sur la gauche par les anarchistes, le syndicalisme résistait de son mieux, mais il est bien sûr qu'il perdait de sa vigueur. Dans ses rangs, en outre, se menait une violente campagne contre le fonctionnarisme syndical, menée par Janvion. Le plus curieux, c'est qu'elle visait ordinairement les permanents les plus sérieux, les plus dévoués à leur tâche. Le cas de Merrheim est typique. Il fut exclu sans motif du syndicat parisien des métaux, sous la pression de braillards à la Ingweiler, qui devait donner sa mesure, peu après, en demandant à Jouhaux d'intervenir auprès de Millerand, ministre de la Guerre, pour obtenir, mobilisé, les galons de sergent. Par ailleurs, une infiltration d'esprit bourgeois se produisait dont il était difficile de mesurer l'ampleur. Beaucoup de fonctionnaires syndicaux se laissaient attirer par la franc-maçonnerie. Or, s'il est une organisation de collaboration de classe, c'est bien elle. Jusqu'alors elle avait pénétré surtout les milieux de fonctionnaires, particulièrement chez les postiers et chez les instituteurs. Voilà qu'elle gagnait les militants ouvriers. Le déraillement de pas mal d'entre eux en août 1914 ne vient-il pas de là ? Autre chose encore. Les jeunes n'étaient évidemment pas mordus au même point qu'aujourd'hui par le désir de se pousser, de faire leur trou, d'arriver, mais le syndicalisme n'offrait rien aux ambitions personnelles, pas de carrière politique, pas de situation stable et sans risques. Notre refus de parvenir ne touchait que les meilleurs et les meilleurs, il faut bien en convenir, ne sont jamais nombreux. Le plus grand nombre veut, non pas monter avec sa classe, mais grimper vite et tout seul. Nous n'avions pas d'avantages matériels à offrir individuellement. Des coups plutôt, tant du patronat que de l'Etat. Evidemment, nous montrions des perspectives de grandes tâches, nettoyer cette société et la rendre habitable sans exploitation, sans militarisme et sans guerre. Malheureusement, les événements poussaient dans un autre sens, vers la guerre.

Nos efforts à la *Vie Ouvrière* pour sortir de nos difficultés, pour grimper à peu près 2.000 abonnés, aux 3.000, ne rendaient pas. Pourtant nous avions le réconfort de découvrir en province des amis tenaces ; à Lyon, le typo Million — je dis le typo Million, car Georges Navel, dans des souvenirs lyonnais intéressants, publiés à *Preuves*, l'a donné comme instituteur — qui allait prendre le secrétariat

de l'Union départementale du Rhône ; à Bordeaux, Dumercq, le secrétaire des mécaniciens, qui avait relevé sérieusement le chiffre des abonnés dans sa ville et son département ; Marie Guillot, qui de son hameau isolé de Saône-et-Loire où elle avait été envoyée en disgrâce — « la disgrâce me réussit trop bien », répondait-elle à son inspecteur primaire qui lui faisait envisager un nouveau poste — me harcelait pour que la *Vie Ouvrière* fit place au féminisme. Elle s'était mise en tête d'introduire la camarade Pellat-Finet, institutrice de l'Isère, parmi nos collaborateurs. Je n'aurais pas mieux demandé, mais Pellat-Finet était simplement féministe, sans le moindre grain d'esprit ouvrier ; syndiquée mais pas du tout syndicaliste. Je répliquais à Marie Guillot : « Pourquoi ne collaboreriez-vous pas vous-même ? Vous êtes à la fois syndicaliste et féministe, c'est ce qu'il nous faut. Autrefois, nous avons eu Maximilienne Biais, mais la tuberculose nous l'a enlevée ». Marie Guillot n'avait pas encore pris confiance en elle. Les poursuites gouvernementales contre les syndicats d'instituteurs après leur congrès de Chambéry devaient activer sa maturité d'esprit. Au moment des poursuites, sa voix tranquille s'était élevée de son village pour dire que le gouvernement ne pouvait pas espérer leur faire peur. Peu après elle m'envoyait son premier article « La femme hors du foyer », pour la *V.O.* du 5 juillet 1913.

Un autre camarade, vers la même époque, devait s'installer au quai Jemmapes, pour les *Petits Bonhommes*, lui. C'était Guy Tourette. Nous étions de vieux amis, du temps du collège de Brioude. Les deux socialistes parmi les internes de ce petit collège. On ne s'était pas perdus de vue. Un soir, en rentrant à mon pigeonier de la rue de Bretonvilliers, dans l'île Saint-Louis, j'avais trouvé une malle devant ma porte. « Elle est d'un de vos amis de la Haute-Loire. Il vous a attendu un long moment ; puis est venu un de vos camarades ; ils sont repartis ensemble, me dit une voisine de palier. Tourette était reparti en compagnie de Fernand Desprès. Ils devaient revenir peu après. Tourette allait partager mon pigeonier le temps de se débrouiller à Paris. Desprès était lié avec Almereyda ; ils vivaient d'ailleurs ensemble. C'est ainsi que Tourette fut entraîné à la *Guerre Sociale*. Il devait y faire une dure expérience. Etant devenu postier il fut mêlé à l'affaire des « faux mandats » de la *Guerre Sociale* et tira plusieurs années de prison. A sa sortie, il vint tout droit au quai Jemmapes. Justement les *Petits Bonhommes* se trouvaient en difficulté ; lui, il avait le goût et le sens des

Le *Syllabus*, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infallible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans une partie des écoles de France aux frais de l'Etat :

« La puissance ecclésiastique a le droit d'employer la force. » (*Syllabus*, art. 24.)

enfants. J'en parle à Léon Clément. Tourette prend en mains les *Petits Bonhommes*, qui devaient dès lors repartir du bon pied.

Nos querelles avec les anarchistes rebondissaient. Cette fois à propos de De Ambris. Il avait accepté une candidature à Parme afin de pouvoir rentrer en Italie et reprendre sa place dans le mouvement syndicaliste. Il ne nous paraissait pas avoir commis un crime. D'autant qu'à ce même moment il se prononçait contre la guerre éthiopienne ; il se séparait de ses anciens amis Labriola et Orano et quittait la revue *Pagine Libere* qu'ils dirigeaient ensemble. Il est vrai que sa rentrée en Italie, une fois élu député, n'était possible que s'il prêtait serment. Il crut devoir le prêter, d'accord avec les militants de la Bourse du Travail de Parme. Une polémique violente fut engagée contre lui, à Genève, par Bertoni et le *Réveil*, à Paris par Totti dans le *Libertaire*. De vieilles amitiés, comme celle de Wintsch à Lausanne, ne résistèrent pas à cette nouvelle épreuve.

D'autres nuages s'étaient élevés entre nous et les syndicalistes de divers pays, à propos du congrès international qu'ils avaient organisé à Londres. Nous n'avions pas cru devoir y participer et nous avions été amenés naturellement à donner nos raisons. Nous constatons l'existence d'organisations syndicalistes, à côté des Centrales syndicales régulières, en Hollande, en Allemagne, en Suède, en Italie, en Espagne, ainsi que des Ligues d'éducation syndicaliste comme celle de Bowman en Angleterre et celle de Foster aux Etats-Unis. Que des liens s'établissent entre elles, c'était normal. Mais un nouveau Secrétariat syndicaliste international, face au Secrétariat syndical de Berlin, ne risquait-il pas de détourner de la bonne route la Ligue de Bowman qui devait, à notre sens, influencer les Trade-Unions anglaises et les amener à réclamer du Secrétariat de Berlin la tenue de véritables congrès syndicaux internationaux. Cornelissen nous avait reproché notre abstention et plus encore nos raisons. Comme si nous pouvions engager la C.G.T. à participer à la rencontre de Londres et renoncer ainsi à la revendication de congrès syndicaux internationaux. Peut-être aller à une scission internationale.

Nous n'avons jamais réussi, on le voit, à vivre tranquilles. Toujours en guerre contre le capitalisme et contre l'Etat, mais toujours en petite guerre avec les autres courants révolutionnaires. Néanmoins, nous nous sentions dans la bonne voie. N'étions-nous pas dans la ligne de la Première Internationale ? Pelloutier en personne ne nous avait-il pas montré que c'est à elle qu'il fallait toujours se référer ? Le père Guillaume guidait, sans le vouloir, nos pas et nos recherches. Il ne se contentait pas de traduire pour nous les textes les plus divers. C'est lui, on l'a vu, qui avait traduit et commenté le Grumbach de la *Neue Zeit* contre Andine. Mais sans lui nous n'aurions pu venir à bout de notre numéro spécial sur Varlin. « Ce mort-là est tout aux ouvriers », avait dit Lissagaray dans son *Histoire de la Commune*. Il avait été le premier militant du syndicalisme. En 1869, il avait été le secrétaire et l'âme de la première Union des Syndicats parisiens, la Chambre fédérale des Sociétés ouvrières de Paris. En mars 1870, il écrivait : « Les sociétés corporatives forment les éléments naturels de l'éducation sociale de l'avenir ; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs ; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et organiser la production. » Nous avions été amenés à reproduire ses lettres à Aubry, de Rouen, et sa défense au deuxième procès de l'Internationale parisienne. Nous avions fait en outre le projet de réunir en volume les comptes rendus des trois procès de l'Internationale parisienne. La guerre devait nous empêcher de réaliser

ce projet. Depuis, pris par tant d'autres préoccupations, nous y avons repensé parfois, mais pour remettre le projet à toujours plus tard.

C'était le moment où Lucien Descaves publiait son *Philémon, vieux de la vieille*, qui nous permettait de mieux entrer dans la pensée et dans la vie journalière de nos anciens de l'Internationale et de la Commune. Il y avait longtemps que Descaves avait les clefs de la vieille maison. En décembre 1903, j'avais découpé dans le *Journal* et mis précieusement de côté un article où, à propos d'un Réveillon à l'Université populaire du XIV^e, il avait esquissé la figure de James Guillaume. Il ne fut pas peu surpris quand je lui demandai dix ans plus tard l'autorisation de le reproduire dans notre numéro consacré aux 70 ans de James Guillaume (*Vie Ouvrière* du 20 février 1914). Brupbacher avait écrit l'article d'introduction à ce numéro. Je ne pouvais décemment en demander la traduction à notre traducteur habituel d'allemand, justement le père Guillaume, je m'étais retourné vers Albert Thierry, enchanté de notre idée et qui avait tenu à glisser dans le texte de Brupbacher, avec sa permission bien sûr, quelques idées personnelles. Un numéro, avec des lettres de Descaves, de Kropotkine, de Ferdinand Buisson, de Spichiger, l'un des derniers survivants de la Jurassienne ; avec une grande étude de Maurice Dubois montrant des côtés trop ignorés de Guillaume, l'historien de la Révolution française, l'auteur du *Dictionnaire de Pédagogie* de 1887.

Malgré nos efforts, la montée des abonnés ne se produisait pas. Nous avions du mal à nous maintenir au-dessus de 1.750. Bien des raisons pouvaient jouer. La principale tenait à la *Bataille Syndicaliste*. En janvier 1914, je pouvais commencer un article sur sa « Crise » par ces mots : « La B.S. est sauvée encore une fois ! » Après un appel au secours, 40.000 francs de souscriptions étaient rentrés. Mais le problème était nettement posé : le mouvement révolutionnaire pouvait-il consacrer 120.000 francs par an à son quotidien ? Davantage peut-être. Car un fait grave venait d'être constaté. Au lieu de monter progressivement, sa vente à Paris venait de baisser de manière sensible. De 15.000 en fin 1912, elle était tombée à 8.000. A quoi cela tenait-il ? Certains l'attribuaient à une campagne de boycott menée par un groupe d'action anarchiste visant en sa personne les fonctionnaires syndicaux. D'où la grande modification proposée à la dernière assemblée générale des actionnaires de la B.S. : coup de balai au Conseil d'administration et son remplacement par des non-permanents. Pauvre Conseil d'administration ! De quels crimes s'était donc rendue coupable cette « bande de fromagistes » ? Ayant démissionné de ce Conseil depuis plus d'un an, j'étais assez à l'aise pour répondre. « Ce Conseil qui est rendu responsable de tout ce qui est arrivé, ma conviction personnelle c'est qu'il n'est responsable de rien ! Il est la cinquième roue du char. Rien que ça. Il peut discuter, décider dans sa séance hebdomadaire, mais comme ce n'est pas lui qui met la main à la pâte durant les sept jours de la semaine, ce qu'il fait et rien c'est à peu près la même chose. Ce qu'il s'est dépensé de temps, de bonne volonté, de travail, de peine, on ne se l'imaginera jamais. Et tout cela en pure perte. C'est de l'eau qui coule à côté du moulin. Le typo qui met en page a dix fois plus d'influence à lui seul que tout le Conseil réuni. »

Je trouve en bas de cet article une petite note, où j'épinglais un incident survenu à l'assemblée générale ; elle m'apparaît particulièrement savoureuse aujourd'hui :

« Fromagistes » ! C'est ainsi que certaines gens, à la dernière assemblée générale, ne craignaient pas d'appeler les membres du Conseil, en majorité per-

manents d'organisations. Pour avoir osé protester dans le coin où je me trouvais, un M. Beylie, du Comité de défense sociale, me déclara : « C'est naturel que tu défendes les fromagistes. Tu fais ta pelote, toi ! » Je haussai les épaules. Se colleter ? A quoi bon ? Que je dise cependant à ce pauvre homme que je ne lui souhaite pas, en fait de pelote, le fardeau de soucis pécuniaires que je porte depuis que la *Vie* paraît. Quant à mon existence, je ne sais si elle se déroule dans un fromage, mais je me suis aperçu un jour de l'année dernière, à 32 ans, qu'il se glissait des fils blancs dans ma moustache rousse. Mon père, qui a cogné ferme sur son enclume toute sa vie, n'avait vu blanchir la sienne que vingt ans plus tard. Et ces poils blancs, je soupçonne fort la B.S. de me les avoir donnés. » Ainsi je faisais ma pelote. Une sacrée pelote, plutôt celle du forçat.

La B.S. avait vu sa vente baisser à Paris de 7.000 exemplaires pour diverses raisons ; sa vente avait été interdite dans les bibliothèques du métro ; l'*Humanité*, passant à six pages, avait fait un effort d'affichage et annoncé un roman de Pouget ; elle avait certainement enlevé des lecteurs à la B.S.

Des camarades préconisaient son rattachement à la C.G.T. comme quotidien officiel. Mesure impraticable. La C.G.T. disposait d'un budget annuel de 70.000 fr. Comment pourrait-elle prendre en charge ce déficit annuel de 120.000 fr. ?

En réalité, le quotidien révolutionnaire, nous ne l'avions pas eu, nous n'avions pas su nous le donner. Ce n'était pas la faute de la masse des militants, ni celle des organisations. Ce n'était pas parce qu'il n'y avait pas encore place en France pour un tel quotidien. C'était de notre faute, à nous tous qui avions passé à la B.S. et qui n'avions pas su travailler ensemble, qui n'étions pas arrivés à former une équipe de travailleurs s'emboîtant bien les uns dans les autres, capables dans un labeur collectif de rédiger et d'administrer le journal tout à fait nouveau que devait être l'organe parisien du syndicalisme. Il s'était trouvé un moment 15.000 lecteurs à Paris pour une *Bataille* mal rédigée, mal présentée, mal faite en un mot. Il y en aurait eu le double pour une *Bataille* bien faite, vraiment syndicaliste, et des lecteurs qui lui seraient demeurés fidèles.

Les soucis de la *Bataille* ne pouvaient qu'accroître ceux de la *Vie Ouvrière*. Nous ne nous décourageons pas cependant. A partir de mai, nous procédions à une petite réorganisation. La *Vie Ouvrière* paraissait sans retard ou presque. Que s'était-il produit ? Tout simplement que la cuisine de rédaction était passée entre les mains de Rosmer et que j'avais pris l'administration. Dans l'« Entre Nous » du 5 juillet 1914, j'en trouve le récit :

« A qui confier la charge de l'administration ? Voirin avait repris place à l'atelier et ne pouvait le quitter. Rosmer accepta de prendre la queue de la poêle. Il était absent de Paris depuis plusieurs mois. Quand il s'amena, je lui soumis une idée lumineuse qui m'était venue entre temps : la *Vie* a deux gros défauts : 1° Son irrégularité de publication. Depuis cinq ans que je « secrétaire », je n'ai pas pu sortir deux numéros à leur date. Je suis sûr de n'y arriver jamais. Pourtant il est indispensable que nous paraissions avec régularité. 2° La *Vie* ne dit que par hasard son mot sur les événements de la quinzaine. Elle devrait toujours le dire. Il faut qu'elle le dise. Ces deux défauts peuvent être réparés presque sur-le-champ. Il suffit que tu prennes, non l'administration, mais la rédaction. Le secrétariat de rédaction t'ira comme un gant ; moi, l'administration ne me déplaît pas. J'éprouve un véritable plaisir à manier nos fiches d'abonnés. Quant aux soucis d'argent, je les ai toujours eus, tout en étant au rayon de la rédaction. Rosmer

fut vite convaincu. Les camarades du « noyau » aussi. »

Quand je me reporte aux deux derniers numéros de la *Vie Ouvrière*, revue, ceux du 5 et du 20 juillet 1914, je ne suis pas mécontent de leur contenu.

Celui du 5 juillet s'ouvrait par une étude de Rosmer sur la Semaine rouge en Italie, du 3 au 11 juin, nourrie par une conversation avec Malatesta regagnant Londres. Venaient ensuite un article de Laurin sur les instituteurs et le syndicalisme, puis un compte rendu de la *Coutume ouvrière*, le gros et grand livre de Maxime Leroy, par Maurice Dubois. Deux lettres de l'Internationale, l'une de Jack Tanner pour l'Angleterre, l'autre de Foster pour les Etats-Unis. Que je relève un mot récent de Dumoulin sur Maurice Dubois : « Se bornait à écouter. » Pas bavard, bien sûr, notre « grand Dubois », mais disant souvent ce qu'il croyait utile de dire. Sachant se taire, mais pour mieux regarder, et peser hommes et idées.

Le numéro du 20 juillet commençait par un « Avant Grenoble » où j'examinais les problèmes qu'aurait à débattre le Congrès confédéral qui devait se tenir du 14 au 21 septembre... et qui ne se tint pas, du fait de la guerre. Mon article portait : « A suivre. » Comme celui de Louzon sur les Intellectuels, qui venait après. Cette dernière « suite » était restée longtemps dans mon exemplaire du numéro même. Un jour, pour l'avoir plus facilement sous la main, je l'ai collée dans une chemise. Et depuis je ne l'ai plus retrouvée. Grand dommage. On comprendrait mieux, je crois, le fond de la pensée de Louzon si cette étude sur les Intellectuels avait pu être publiée intégralement. Louzon était alors en Tunisie depuis une année ou deux, mais la guerre allait bientôt lui faire revêtir l'uniforme d'officier de zouaves. Et l'amener, comme je le lui ai dit, à faire le zouave.

Suivaient : d'Alceste De Ambris : « L'insurrection ouvrière en Italie » ; une re-discussion sur le « Système Taylor » entre Ravaté et Merrheim ; un article de G. Dumoulin : « La mise en application de la journée de huit heures dans les mines ». Enfin, une « Lettre d'Allemagne » de Max Tobler.

Pas trop mal, ce dernier numéro de la revue. Nous finissions même en beauté, sans y penser.

Le mérite en revenait à Rosmer. Car j'avais abandonné Paris pour quelques semaines. Il y avait longtemps que je n'avais pris de vacances. Depuis la fondation de la V.O., je crois bien. J'en avais grand besoin. La maman de Monlet insistait pour que je revienne respirer l'air du pays. Depuis la première mise à la porte de la maison familiale, quinze ans avant, il me semble, je n'y étais pas remonté. La maman et le père étaient venus à Paris pour mon mariage, mais je n'avais pas trouvé le temps d'aller revoir les bois de pins et de sapins de Monlet.

L'attentat de Sarajevo, le 28 juin, nous avait évidemment inquiétés, mais on avait connu tant d'alertes que celle-là, pensions-nous en ajouterait simplement une de plus. Je partis donc en vacances. Quand les choses parurent se gêner, je demandai à Rosmer s'il ne serait pas utile que je rentre. « Ramène-toi pour le 9 août, me répondit-il ; le 9 août doit se tenir à Paris le Congrès socialiste international. » C'est ainsi que je me trouvai au loin lorsque se produisit l'assassinat de Jaurès. Le samedi 1^{er} août, je devais passer la journée à Siaugues-Saint-Romain, chez Bory, un ami, l'un des rares abonnés de la Haute-Loire ; Bory était répétiteur au lycée du Puy — donc en vacances — et secrétaire de la Fédération socialiste du département. Il était venu à la gare de Lachaud nous attendre, ma femme et moi. Je le vois encore courir le long du train en brandissant le *Moniteur du Puy-de-Dôme*, le quotidien régional d'alors, qui annonçait l'assassi-

nat de Jaurès. « Ils ont assassiné Jaurès, nous disait-il. Ils sont capables de nous jeter dans la guerre. »

Triste journée. Jusqu'à la pêche aux écrevisses prévue pour l'après-midi qui fut lamentable. En rentrant, assez tard — d'habitude les écrevisses sortent à la tombée de la nuit — à la maison Bory, nous apprenions l'affichage de la mobilisation. Plus de train pour regagner Monlet le soir même. On prenait le premier du lendemain matin, bien qu'il ne nous donnât pas de correspondance à Darsac pour Monlet. Une bonne douzaine de kilomètres à s'offrir à pied.

Le dimanche soir, nous prenions le train pour Paris. Long arrêt, en gare d'Arvant. Sur le quai, Jean Varennes, le conseiller municipal socialiste du XVIII^e, le frère d'Alexandre Varennes, fait lourdement les cent pas, en uniforme militaire. Il ne me reconnaît pas ou feint de ne pas me reconnaître — « ce n'est pas encore cette fois qu'on se trouvera d'accord », me dis-je. Voilà qu'à Saint-Germain-des-Fossés un plus grand arrêt se produit. On ne sait s'il y aura encore un train pour Paris. Ce n'est pas sûr. Pierre Laval, qui avait ramené sa famille, se trouvait là pour rentrer lui aussi.

— S'il n'y a plus de train de voyageurs, on a prévu d'ajouter au train postal un wagon pour les parlementaires de la région. Tu monteras avec nous.

On bavarda, naturellement. Le mot de Poincaré : « La mobilisation, ce n'est pas la guerre » préoccupait tout le monde. Je demande à Laval s'il restait des chances de paix. « Non, me répond-il, et c'est tant mieux. Jamais on n'a réuni tant de conditions. L'Angleterre marche, la Russie marche... »

Je venais d'avoir la température des milieux socialistes. On ne devait pas faire route avec Laval. Il avait dû sentir que je réagissais tout autrement que lui.

J'avais enregistré heureusement d'autres réactions. A Siaugues-Saint-Romain d'abord, au départ. Les paysans venus pour la première messe dominicale du matin étaient rassemblés en groupes, tous accablés, écrasés. La guerre ne les enthousiasmait guère. A la gare de Lachaud, un jeune prêtre disait dans un rassemblement : « On ne s'imagine pas la boucherie que cela va être. » A Monlet, même accablement parmi les paysans. Chez tous, blancs ou rouges. Nous, c'est-à-dire ma femme et moi, en grim pant à pied la douzaine de kilomètres de Darsac à Monlet, en arrivant en bas d'Alliègre, nous avions quitté la route et pris par les prés marécageux pour éviter de passer devant la gendarmerie. Si le carnet B avait joué et si l'on me reconnaissait...

D'ailleurs, à Saint-Germain-des-Fossés même, aux quais encombrés de gens, j'avais pu noter une réaction très différente de celle de Pierre Laval. De jeunes trouffions avaient interpellé un grand diable de zouave se frayant son chemin en traînant deux lourdes valises : « Dis donc, le zouave, dans combien de jours serons-nous à Berlin ? » Ils avaient obtenu cette réponse : « Celui qui me mènera à Berlin, sa mère ne l'a pas encore chié. »

A Paris, les moyens de transport devaient être déjà bousculés. Je ne m'explique pas autrement que j'aie dû traverser de bout en bout le parc des Buttes-Chaumont. Là, je croise Jouhaux. On échange quelques paroles sans grande signification.

Il me tardait de voir les camarades de la *Vie Ouvrière*. Je descends quai Jemmapes, immédiatement après le déjeuner. Personne. J'attends une heure, peut-être deux. J'allais repartir quand apparaissent sur le pont Rosmer, Tourette et Brisson. Ce dernier, un bon jeune militant, secrétaire du Syndicat parisien de la Chaussure, que la tuberculose devait nous enlever quelques années après.

Ils étaient contents de me retrouver. Et moi, donc ! En quelques jours, le moral s'était effondré

à la Grange-aux-Belles, à la C.G.T. comme à l'Union des Syndicats. Eux tenaient bon. Il leur tardait de savoir comment j'avais réagi. Sans nous être vus, nous avions réagi exactement de la même façon. C'était naturel. Ce que nous avions prévu, en espérant que cela ne se réaliserait pas, s'était produit. Nous ne pouvions être surpris ni hésitants sur la route à suivre. Nous restions internationalistes quoi qu'il pût advenir.

Nina Gourfinkel rapporte que Lénine connut alors l'une des plus cruelles déceptions de sa vie. Devant la proclamation de guerre, dit-elle, la classe ouvrière de tous les pays belligérants était restée passive. La fameuse méthode préventive de la grève générale paneuropéenne, si chaleureusement prônée jadis, n'avait pas été appliquée.

En effet, elle n'avait pas été appliquée. Pouvait-elle l'être du moment qu'avaient manqué la confiance mutuelle et l'accord entre les classes ouvrières ? La social-démocratie et le mouvement syndical sous son influence ne l'avaient pas permis.

Que faire ? Se ronger les poings ? Pas possible de continuer la *Vie Ouvrière*. La censure l'étranglerait aussitôt. Et puis que trouvions-nous autour de nous ? Les boutiques Maggi et les brasseries allemandes avaient été saccagées à Paris par des ouvriers chauvins. Dans les syndicats, le moral n'était guère meilleur. Un tel, un tel, passés aux chauvins. Tel autre, hésitant ou pétrifié. Nous restions seuls, très seuls. Pour dix qui lâchaient, il nous en arrivait un, heureusement, comme Marcel Martinet. A l'enterrement de Jaurès, le 4 août, nous étions un tout petit groupe, déjà regardé en pestiféré. J'avais trouvé Merrheim écrasé par la guerre, mais hésitant. Dumoulin avait rejoint son corps le premier jour. Delzant aussi.

Peu de jours après, à la première réunion du Comité confédéral, le discours de Jouhaux aux obsèques de Jaurès vint en discussion. Le fameux « Au nom de ceux qui sont partis et de ceux qui vont partir — dont je suis — je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand » n'avait pas été digéré par quelques camarades. A ma grande surprise, Merrheim prit une position différente. Il avait été surpris, certes, par de telles paroles et n'en partageait pas l'esprit, mais il ne croyait pas devoir les reprocher à Jouhaux.

Coup dur pour moi. Je le lui dis. « Il faut voir ; il faut attendre », me répondit-il. Lenoir, sans être d'accord non plus avec Jouhaux, avait retenu Merrheim. Il le retiendra un certain temps. Mais les événements surgiront. Après la fuite à Bordeaux, au moment de l'avance allemande sur Paris, Merrheim m'écrira alors — j'étais reparti à Monlet — une grande lettre qui montrait qu'il s'était ressaisi. Cette lettre que Rosmer a reproduite dans son tome II.

J'avais été forcé de retourner à Monlet. Impossible de continuer la *Vie Ouvrière*. Pas moyen de retrouver du travail dans la correction. Albin Villeval, qui était entré chez les correcteurs de l'Imprimerie nationale, où travaillait son père depuis longtemps, me dit : « Amène-toi donc. » Après tout, pour quoi pas ? Mais il y avait un hic. En faisant sa demande, il fallait joindre son casier judiciaire. Le mien n'était pas vierge. Il portait six mois de prison pour outrages à magistrat (mon « A bas le tribunal ! » en pleine salle du tribunal à Béthune, en 1905, lors d'une condamnation de Brouchoux). Alors, rien à faire pour entrer à la Nationale.

La maman m'avait dit : « Si tu te trouves embarrassé, n'hésite pas à revenir. Dis-toi bien qu'il y aura toujours une place pour ta femme et toi dans la vieille maison. »

Embarrassé, j'étais évidemment. Plus qu'embarrassé. J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin

d'aller ruminer et caver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises, mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays? Ils étaient en train de s'entretuer par toute l'Europe. Le chauvinisme avait-il vaincu l'internationalisme?

Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût.

Après la lettre de Merrheim, quelques histoires aussi à Monlet, je décidai de réintégrer Paris et la rue des Mignottes. On verrait bien.

J'ai déjà écrit plusieurs fois que Romain Rolland et Trotsky m'avaient sauvé du désespoir. C'est la simple vérité. Je réentends encore Trotsky, bon prophète, me disant : « Tout est perdu? Allons donc ! La Révolution est au bout de cette guerre ! »

Pas moyen de remettre en route la revue. Cependant, la boutique de la *Vie Ouvrière* restait ouverte. Raymond Lefebvre, dans son *Eponge de vinaigre*, a consacré ce qu'elle représentait pour lui : « Nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles... Ouh... ce sont là des souvenirs d'orgueil. »

Lorsque Robert Grimm, le député socialiste suisse, vint à Paris dans le dessein de rechercher quels éléments pourraient participer à une conférence internationale, qui devait être la Conférence de Zimmerwald, il nous rapporta ces paroles de Renaudel. Il lui avait dit : « Il y a pourtant des syndicalistes opposés à la guerre, restés internationalistes, ceux de la *Vie Ouvrière*. » Et Renaudel de lui répondre : « Attendez, attendez, la mobilisation n'est pas terminée. »

En effet, la mobilisation n'était pas terminée. Quelques semaines après, j'étais convoqué devant un conseil de révision qui me retirait du service auxiliaire et me versait dans le service armé. Je n'en étais pas tellement surpris. A l'appel de mon nom, un médecin militaire m'avait accueilli : « Ah ! monsieur Monatte... » Sa décision était prise d'avance. Dans *Police de Guerre*, un secrétaire général de la Préfecture de police, Henry Maunoury, devait raconter que le gouvernement avait trouvé ce moyen de se débarrasser « d'un certain nombre de syndicalistes remuants » réformés ou appartenant au service auxiliaire. Et allez donc !

C'est ainsi que je devais, au début de janvier 1915, rejoindre le 252^e à Montélimar. Et n'être démobilisé qu'en mars 1919, après avoir roulé mon sac de trouffion d'un bout à l'autre du front.

Pas question de continuer la *Vie Ouvrière*. Mais le foyer était maintenu. Par Merrheim, par Rosmer surtout, aidé de Martinet.

La première étape de la *Vie Ouvrière* revue était terminée. D'autres viendraient.

Pierre MONATTE.

En manière de Post-scriptum

LES FOSSOYEURS DE LA "VIE OUVRIÈRE"

Les staliniens français qui dirigent maintenant la *Vie Ouvrière* ont célébré, paraît-il, le cinquantenaire de leur organe. Ils l'ont fait avec un certain retard. Sans doute étaient-ils quelque peu gênés. Ça se comprend. On aurait même mieux compris qu'ils attendent un peu plus, par exemple en 1972. Car leur véritable cinquantenaire ne tombait pas en cette triste année 1959; il tombera exactement en 1972.

Qu'y a-t-il de commun entre cette minable revue de 1909 à 1914 suivie du pauvre hebdomadaire de 1919-1922 et le grand hebdomadaire de 1959? Le nom, bien sûr. Mais l'esprit? Celui d'aujourd'hui est aux antipodes de celui d'alors.

De fin 1914 à 1919, temps de guerre. Bien qu'elle ait suspendu sa publication — j'étais mobilisé — la *Vie Ouvrière* n'en reste pas moins le foyer de l'opposition à la guerre et à ces messieurs les jusqu'aboutistes munis de sursis d'appel. Rosmer entretint ce foyer, avec Merrheim et Marcel Martinet. Là se prépara la participation française à la Conférence de Zimmerwald. Là se forma le Comité pour la reprise des relations internationales. Et quand se forma le Comité de défense syndicaliste, c'est là qu'il tint sa permanence. Mais en 1918 Merrheim s'éloigna de nous et rejoignit Jouhaux, le grand chef des sursitaires jusqu'aboutistes. Puis Dumoulin.

En 1919, démobilisé en mars, je réveille en mai la *Vie Ouvrière*, sous forme d'hebdomadaire. Pendant trois ans, elle mènera une double lutte pour le redressement de la C.G.T. et pour la Révolution russe, celle des Soviets.

Après le congrès confédéral de Lyon en 1919, le redressement de la C.G.T. cesse de paraître impossible. Grève des cheminots en mai 1920. Procès du

complot. Libération en mars 1921. Mais après le congrès de Lille où majoritaires et minoritaires se sont tenus à deux cents voix d'écart, nos soi-disant démocrates les sursitaires majoritaires multiplient les exclusions. Les anarcho-syndicalistes à la Bernard-Verdier, renforcés par les anars à la Lecoin-Colomer, poussent aveuglément la minorité dans le traquenard de la scission.

C'est donc la scission. Découragé par l'échec du redressement de la C.G.T. et par le spectacle donné par la minorité, je décide de quitter la *Vie Ouvrière* et de retourner à l'atelier. Mais à qui passer la main, à quelle nouvelle équipe confier la *Vie Ouvrière* et ses 7.000 abonnés?

A la large réunion de militants, au *Faisan doré* — c'était le mardi 3 janvier 1922 — où le passage de

Le *Syllabus*, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infaillible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans certaines écoles de France **aux frais de l'Etat** :

« Les écoles populaires, ouvertes à tous les enfants de chaque classe du peuple, et en général les institutions publiques destinées aux lettres, à une instruction supérieure ne doivent point être affranchies de toute autorité de l'Eglise. » *Syllabus*, art. 47.)

la *Vie Ouvrière* en de nouvelles mains fut décidé, je déclarai que deux successeurs pouvaient être envisagés : Rosmer, qui après moi avait certainement le plus de droits sur la *V.O.*, et une équipe Monmousseau-Semard. Mais Rosmer ayant récemment accepté la liaison organique du parti et des syndicats, je pensais que Monmousseau et Semard maintiendraient mieux la *Vie Ouvrière* dans sa ligne de toujours, celle de l'indépendance du syndicalisme. C'est ainsi que la *V.O.* fut confiée à Monmousseau et à Semard.

Je peux dire aujourd'hui que je me trompai alors lourdement. Sans forcer les termes, je peux déclarer que je mis la *Vie Ouvrière* entre des mains indignes. Triplement indignes. Indignes syndicalement. Indignes politiquement. Indignes humainement.

Indignes syndicalement ? Monmousseau et Semard, deux cheminots, avaient fait les jaunes lors de la grève générale des cheminots de 1910. Je l'avais su tardivement pour Monmousseau, je l'ignorais alors pour Semard. Monmousseau s'en était confessé pendant la guerre dans une assemblée de cheminots de Paris-Rive droite. Je pensais, nous pensions tous, qu'une telle faute, jamais il ne la recommettrait. Alors nouveau venu aux ateliers du chemin de fer, après avoir liquidé en Touraine son atelier de charbon, il avait pris peur devant une perspective de renvoi. Lui, anarchiste, il n'avait pas fait grève, il avait fait le jaune. Nous ne pouvions croire que des circonstances difficiles se représentant, il se comporterait de même. Semard, sous-chef de gare sur le P.-L.-M., n'avait pas fait grève non plus en 1910. Mais il n'était pas alors un militant. Il ne se trouvait pas dans un atelier dense d'ouvriers et de syndiqués. Ce n'était pas brillant. Ce n'était tout de même pas la même chose.

Hélas ! quand, grands fonctionnaires syndicaux l'un et l'autre, ils furent en face de la tempête soulevée dans l'Internationale communiste, après la mort de Lénine, sans chercher à savoir qui avait raison, ils n'hésitèrent pas une minute à se ranger du côté où leurs fonctions seraient sauvegardées. Pour la deuxième fois, ils firent les jaunes tous les deux. Ce n'est sûrement pas eux qui pouvaient maintenir la *Vie Ouvrière* dans sa ligne traditionnelle. Je me disais que décidément le syndicalisme révolutionnaire n'avait pas de chance avec les cheminots venus à lui. Il avait connu de dures déceptions avec les Le Guennic et les Bidamant de 1910 jusqu'aux boutistes en août 14 ; elles se renouvelaient avec les Monmousseau et les Semard d'après 1920, staliniens en 1924. Indignes politiquement ? En 1922, Semard était déjà au parti communiste. Monmousseau, pas encore. Un jour où ils se trouvaient à Moscou pour quelque délégation syndicale, Lénine les fit appeler. Il leur tint ce langage : « Il faut entrer au parti ; il faut y militer activement. La place des syndicalistes révolutionnaires est au parti. Qu'est-ce que le parti, sinon ce que vous appelez les minorités agissantes ? Surtout en France où le parti est infesté de politiciens, c'est à vous, ouvriers syndicalistes révolutionnaires, d'en prendre la tête. » En somme, ce que Trotsky m'avait dit maintes fois sans me convaincre. Lénine n'avait pas oublié qu'en août 1914 il n'y avait eu d'opposants à la guerre, en France, en premier lieu, que parmi les syndicalistes et particulièrement parmi ceux de la *Vie Ouvrière*. Seuls ils étaient allés à Zimmerwald. Aussi a-t-il dit maintes fois : « Qu'ils prennent donc la direction du parti, ces gens de la *Vie Ouvrière*. Qu'on la leur donne pour qu'on en finisse avec les Cachin et les Frossard de tout poil. »

Lénine ne savait pas, ne pouvait pas savoir, que Monmousseau et Semard n'étaient pas des syndicalistes révolutionnaires de longue date et de vieille trempe, qu'ils venaient tout juste de rallier la *Vie Ouvrière*.

Lénine mort, la crise secouant de haut en bas toute l'Internationale communiste, pas un moment d'hésitation pour Monmousseau et Semard. Ils se rangent tout de suite du côté de Zinoviev et de Staline. Ils approuveront quand Staline fera assassiner Zinoviev et toute la génération qui avait fait Octobre. Comme ils applaudiront au coup de piolet sur la tête de Trotsky. Pas de sensiblerie, hein ? Ils marcheront avec entrain derrière l'édification de cet étatisme totalitaire si lourd et si dur pour les ouvriers et les paysans russes, si inacceptable pour des syndicalistes révolutionnaires. L'étatisme, pour eux, n'est-ce pas le socialisme ? Quant au totalitarisme, il ne faut pas s'accrocher à la liberté quand la nécessité est là. Même pour un ancien anar. Les camps de concentration ? D'abord ils n'existent pas. Et puis s'ils existent, après tout, c'est qu'ils étaient nécessaires. Pas le moindre haut-le-cœur devant le pacte germano-russe. Staline a toujours raison, même quand il fait alliance avec Hitler. Que n'accepteraient pas ces pauvres hommes pour garder leurs galons et leurs sinécures ?

Indignes humainement ? Je m'en tiendrai à deux faits. Quand je remis à Monmousseau la *Vie Ouvrière*, une seule idée me préoccupait, la maintenir dans sa ligne traditionnelle. Je n'avais pas pensé à son administration et à sa situation financière. De ce côté, j'étais tranquille depuis que César Hattenberger, notre grand César, en avait pris la charge. Il avait réussi à équilibrer le budget. N'avait-il pas fait grimper au-dessus de 7.000 le chiffre des abonnés ? La vente au numéro avait été organisée. Plus de soucis pour moi de ce côté. D'autant que depuis longtemps, Lorient s'était chargé — un jour où j'avais proposé au « noyau » de l'hédomadaire de revenir à la forme revue — de faire prendre en charge le déficit du canard. Par qui ? Evidemment par Moscou. Le grand César n'en avait pas abusé ; il en avait usé le moins possible. Il défendait le budget de la *V.O.* mieux que le sien propre. Je n'avais pu le décider à lâcher son travail de comptable et à prendre comme permanent l'administration de la *Vie Ouvrière*. Il avait tenu à assurer cette dernière en plus. Des années durant, il a fait véritablement deux journées de travail. Il s'y est crevé. Certainement, c'est là que ce grand gars solide a perdu la santé. Je peux dire qu'il s'est tué à la *Vie Ouvrière*.

Pour le décharger, j'avais eu l'idée de faire appel à Chantesais, que j'avais connu avant 1914, bon militant au Syndicat des employés de l'alimentation, et qui se trouvait être le beau-frère de Monmousseau. J'avais été l'enlever à sa gérance de coopérative à Bléré, en Touraine. Je pensais qu'il allégerait la charge du grand César. Il n'en fut rien, hélas ! mais je ne m'en rendis pas compte tout de suite. Quand je fis part à César de ma décision, peut-être déjà de mon intention de partir, il me dit : « Si tu pars, je pars aussi. » De ce fait, l'administration revenait à Chantesais. Cela me rassurait à moitié.

Je ne devais pas être rassuré longtemps. Un jour ou deux après la réunion de militants qui avait décidé et enregistré la transmission de la *Vie Ouvrière*, je dis à Chambelland qui était venu me voir : « Demande donc à la *V.O.* qu'on me règle mon dernier mois d'appointements, un mois assuré, rempli. » Je fus un peu suffoqué par la réponse qu'il reçut : « Monnaie n'en a pas besoin, puisqu'il travaille comme correcteur. » En effet, j'avais eu la chance de trouver du travail tout de suite et j'avais sauté dessus. Mais dans la correction on n'est pas payé chaque soir, on le pense bien. On l'est au plus tôt à la fin de la semaine. Et j'étais à sec. Cela n'intéressa pas Monmousseau.

Chambelland était donc entré à la *Vie Ouvrière* ? Moi partant, qui allait se charger de la cuisine ?

Monmousseau ne le pouvait. Il ne voyait personne pour la prendre. J'avais cherché. Finalement, apprenant que Chambelland venait de quitter l'Union des Syndicats des Vosges où il travaillait avec Cousin, je lui avais écrit : « Peux-tu venir à Paris à la réunion de militants tel soir ? » Il était venu. Il avait accepté la cuisine de la V.O.

Peu de temps après ce refus surprenant de mon mois de travail, un mois pourtant fait et même bien fait, je devais avoir une autre surprise. Marie Guillot était venue à Paris. Elle couchait à la maison. Un soir, elle est invitée à dîner par Monmousseau. Elle est rentrée tard, forcément. Le matin, je parlais tôt. Je travaillais comme correcteur sur un quotidien de jour, sortant vers midi. En rentrant, je trouve ma femme bouleversée. Marie Guillot lui avait dit dans la matinée : « Monatte s'est mal conduit. Il a repassé à Monmousseau la *Vie Ouvrière* avec les dettes de la V.O. revue. » Je fus un peu suffoqué. Lorsque Marie Guillot revint dans la journée, je lui exposai la situation telle qu'elle me paraissait : « J'ai fondé la V.O. sans un sou. Je l'ai quittée sans un sou en poche. Je me suis même vu escroquer d'un mois de salaire. J'ai traîné longtemps, longtemps son fardeau pécuniaire. Vous ne pouvez vous représenter ce que cela a été pour moi et pour ma femme. J'ai quitté la V.O. dans un moment difficile pour le mouvement, découragé, peut-être écéuré aussi par les copains de la minorité, mais je ne l'ai pas laissée dans une situation difficile au point de vue financier. Grâce à l'effort du grand César, elle joint les deux bouts. La dette de la V.O. revue ? Je n'y pensais plus. Elle s'amortissait mois par mois. Elle ne doit pas être très lourde. Quelle idée se fait donc Monmousseau de la gestion d'une publication révolutionnaire ? Ça ne se déroule pas sur un lit de roses. Il pourrait se réjouir d'avoir 7.000 abonnés réunis à la force du poignet et un budget bouclé. Il ne connaîtra jamais la millième partie des emmerdemements que j'ai supportés, même lestement supportés. Je me demandais déjà non seulement ce qu'il valait comme militant mais ce qu'il vaut comme homme. Je me le demanderai un peu plus après ce qu'il vous a dit. »

Evidemment, j'avais ouvert à Monmousseau un crédit moral trop large. Je m'étais même peut-être bouché les yeux. Avec le grand César, travaillait à l'administration une jeune fille, Germaine Rouzé, travailleuse, sérieuse, ardente pour nos idées, avec son caractère, bien sûr. J'avais appris ou compris qu'elle ne s'entendait pas avec Chantesais. Mais je pensais que cela ne pouvait tenir qu'à des motifs secondaires et que cela s'arrangerait. Un jour elle était venue à l'imprimerie, à l'une de mes dernières semaines de mise en page, peut-être la dernière. Visiblement, elle voulait me confier ses ennuis et ses craintes. J'aurais dû lui donner l'heure de confiance qu'elle venait chercher. J'étais pris par le travail ; je devais courir ensuite ailleurs. Et puis, peut-être, me disais-je qu'elle tenait à me raconter des froissements d'amour-propre féminin avec un nouveau venu introduit dans l'administration. Je lui déclarai : « Excusez-moi, Germaine, pas moyen de bavarder aujourd'hui ; on trouvera bien un moment un de ces jours. » On ne devait pas le trouver, ce moment. Quelques jours après, elle se suicidait. Elle n'avait pu supporter que la *Vie Ouvrière*, à laquelle elle était attachée, à laquelle elle s'était donnée durant plusieurs années à côté du grand César, passât aux mains de Monmousseau et de Chantesais.

Lorsque j'étais allé chercher Chantesais, à Bléré, j'en avais profité pour voir le camarade Hess, un militant du syndicat des instituteurs d'Indre-et-Loire, vieil abonné de la V.O. Nous avions conversé assez longuement. Mais peu après mon départ de la V.O., Hess vint à Paris et tint à me dire que

lors de notre rencontre il avait prévu que les choses se dérouleraient mal. Il n'avait pas osé me parler à cœur ouvert. De crainte que je n'interprète mal ce qu'il aurait dû me dire. Il le regretta vivement. — Ne regrettez rien, mon brave Hess. Il est bien possible que je ne vous aurais pas cru. J'ai le défaut de faire crédit à des hommes qui ne le méritent pas ou ne le méritent plus. Ils ont pu le mériter un jour. Ils peuvent ne plus le mériter dix ans après. Ce qui est fait est fait. Exprimons un regret. Et pensons à autre chose.

La pauvre Marie Guillot devait, elle, faire une expérience instructive et pénible. Entrée au secrétariat de la C.G.T.U., donc, à côté de Monmousseau, elle fut amenée, en compagnie de Cazals, autre secrétaire de la C.G.T.U., et de divers militants des Fédérations, à s'élever contre la position nouvelle que prenait Monmousseau. Il ne s'agissait même plus de liaison organique entre la C.G.T.U. et le Parti communiste, mais d'une réelle domestication de la C.G.T.U. par le Parti communiste. Que trouva à lui répondre Monmousseau ? Et dans une assemblée de militants. Qu'elle montait une opposition contre lui simplement parce qu'il avait refusé de coucher avec elle. Que penser d'une telle réponse ? D'abord que, même si le fait était exact, il fallait être un beau salaud pour dire cela publiquement et même pour le dire tout court. Mais pour qui connaissait la grande Marie, il n'y avait pas le moindre doute que le fait était absolument inexact. Alors, cherchez le qualificatif que mérite le triste homme qui avait pu dire cela.

Il était tout qualifié pour devenir un chef stalinien, n'est-ce pas ?

Hélas ! j'avais bien remis la *Vie Ouvrière* entre des mains indignes. Entre notre V.O. et celle de Monmousseau, rien de commun. D'aucune manière.

C'est Frachon qui la dirige maintenant, et non Monmousseau. Hélas ! il n'est pas moins servile domestique du stalinisme que son prédécesseur à la tête de la C.G.T.U. N'est-ce pas sous son règne qu'ont été menées les fameuses grèves Molotov de 1947 et 1948 pour empêcher l'application du plan Marshall, c'est-à-dire maintenir et aggraver le chômage dans le pays, créer les conditions pour un large grabuge et l'installation en France de quelque gauléiter stalinien ? Grèves Molotov qui déclenchèrent la dernière scission.

La C.G.T. peut se déclarer plus favorable que personne à l'unité syndicale. Mais l'unité véritable ne pourra se réaliser que lorsque des garanties seront obtenues de sa part pour que de telles grèves, grèves Khrouchtchev aujourd'hui, ne soient plus possibles, lorsque les fractions communistes ne pourront plus y entraîner de gré ou de force l'organisation syndicale.

Sur un autre plan, Frachon n'est pas moins capable de mensonge que ses compères. Sur la foi d'un camarade marseillais, j'avais dit que Frachon avait été le trésorier de la nouvelle Confédération fondée par Péricat à Marseille, vers 1920, sous le nom de « Travailleurs industriels du monde ». « Pure invention » commença par répondre Frachon. Je me retourne du côté du camarade qui m'avait renseigné : « Il a du culot. Je ne t'ai dit que la stricte vérité. Je vais chercher quelque document qui le prouve. » Du coup, changement d'attitude de Frachon. Oui, c'était bien vrai, mais il ne fallait pas le dire. Pourquoi donc ? Mais parce que cela montrait le champion stalinien de l'unité syndicale comme l'un des tout premiers scissionnistes de la C.G.T. Et non pas en 1921, mais dès 1920.

Il m'est arrivé d'épingler une petite saloperie de sa part dans mon « Carnet du Sauvage » de la R. P. en novembre 1947 :

« Frachon a éprouvé le besoin de « mettre les pieds dans le plat » (*Humanité* du 18 octobre). Il a dit

avoir connu des « syndicats jaunes, des syndicats de briseurs de grèves et aussi des hommes comme Clément », prenant à son compte la calomnie contre le syndicat autonome des conducteurs du métro.

« Il a osé, lui secrétaire confédéral, réclamer le renvoi de Bois de chez Renault. Il n'a pas rougi d'écrire ces lignes : « La direction de l'usine voudrait bien se débarrasser de Bois parce qu'elle estime qu'il est à l'usine pour d'autres besoins que la construction d'automobiles, mais Bois reste chez Renault. Il a de solides appuis dans un ministère. Bois a constitué un de ces syndicats autonomes chers au brain-trust de Ramadier. »

« Frachon ne se souvient plus des années 1920-21. Ne croyant pas au redressement de la C.G.T., il était partisan de la scission immédiate; il était alors trésorier de la Confédération des Travailleurs industriels du monde fondée à Marseille par Péricat. Il tenait à ce moment le rôle que tiennent aujourd'hui des hommes comme Bois et comme Clément. Qu'aurait-il pensé à l'époque si Jouhaux avait à son sujet mis les pieds dans le plat ? »

Pierre Bois, l'animateur de la grève de 1946 chez Renault, n'avait pas plus d'appuis dans un ministère que vous ou moi. Il était plutôt trotskyste ou trotskysant. Raison de plus, il est vrai, pour expliquer la saloperie de Frachon.

Non, vraiment, il n'y a pas grand-chose de commun entre la *Vie Ouvrière* de 1909-1922 et celle de 1922-1952. Je puis le dire tranquillement et vous pouvez le voir. Cette dernière aurait dû attendre 1972 pour fêter son cinquantenaire.

LES SURVIVANTS DU « NOYAU »

D'après certains, le « noyau » de la *Vie Ouvrière* posséderait quantité de survivants. Hélas ! il n'en est rien. Sur quinze, restons-nous six ou sept ?

Morts : Léon Clément, Charles Delzant, Maurice Dubois, tué au front dans les premiers mois de la guerre de 14-18 (comme nos amis Albert Thierry et Salabelle), James Guillaume, Dr Lafontaine, J. Lapierre, Alphonse Merrheim, V. Roudine. Je suis sans nouvelles de Voirin depuis trente ans; il n'est plus, très probablement.

En plus de Rosmer et de moi restent donc : H. Amoré, Pierre Dumas, Georges Dumoulin et A. Picart.

Quelques-uns se sont éloignés. D'autres... En ce jour, je ne veux penser qu'à une chose, c'est que de 1909 à 1914 ils ont travaillé de leur mieux pour la *Vie Ouvrière*.

P. M.

Un curieux observateur en Hongrie

Le reportage que Georges Rino, l'un des dirigeants du syndicat des employés « Force Ouvrière », crut nécessaire de publier dans « France-Observateur » à l'occasion du troisième anniversaire de la Révolution Hongroise a valu à ce journal un abondant courrier. La chose s'explique d'ailleurs aisément.

Qu'un des responsables F.O. se rende dans la Hongrie de Kadar-Müennich et accepte l'hospitalité des « syndicats hongrois », c'est-à-dire qu'il se fasse payer les frais de son voyage et de son séjour par les travailleurs magyars, c'est évidemment chose, en soi, parfaitement licite. Mais qu'il se croie obligé pour cela de publier un article dans lequel, comme par miracle, se retrouvent, habilement cités, les thèmes majeurs de la propagande officielle hongroise (comme un lecteur l'a d'ailleurs relevé dans une lettre publiée dans la correspondance du journal), ceci est, de toute évidence, une autre affaire.

Curieux reporter d'ailleurs que ce dirigeant ouvrier qui, tout au long de son article, ne mentionne aucune conversation avec un travailleur, n'a pas relevé une seule remarque d'un paysan ou d'un intellectuel. Georges Rino nous rétorquera, bien entendu, qu'il ne sait pas le hongrois. Certes ! Mais quand on voyage dans un pays dont on ne connaît pas la langue, et qui, de surcroît, est soumis à un régime policier, on ne se contente tout de même pas des seules déclarations des dirigeants et des soi-disant « syndicalistes » que complète d'une façon curieuse la déclaration d'un ancien social-démocrate. Bien sûr, ce dernier a fait de la prison sous Rakosi, — il n'est pas le seul dans son cas, hélas ! — mais aujourd'hui il combine étrangement sa qualité de retraité avec celle d'un « opposant », un « opposant » qui serait malgré tout prêt à mourir pour le régime. Georges Rino est-il assez naïf pour supposer que les déclarations de cet authentique opposant n'ont pas été suggérées par des milieux « combattants » qui avaient auparavant soigneusement dosé le pourcentage des éléments positifs et négatifs qu'elles devaient contenir ? Ne comprend-il pas qu'en qualifiant Nagy de « coupable » et qu'en

justifiant l'intervention soviétique en Hongrie par l'exécution sommaire de « militants de base », le « social-démocrate » répète purement et simplement la voix de ses maîtres qui lui versent sa traite ?

Par ailleurs, tout au long de son reportage, Georges Rino fait preuve d'une extraordinaire méconnaissance de la réalité hongroise. Il affirme, par exemple, qu'en 1956, on s'est violemment battu dans la « ville-ouvrière » de Pest, tandis qu'à Buda, ville résidentielle, les combats étaient rares. S'il avait interrogé n'importe quel habitant de Budapest, il aurait appris que sur les CINQ grands centres de résistance de la ville, DEUX se trouvaient à Buda (carrefour Zsigmond Moricz et place Széna) où d'ailleurs ouvriers et étudiants se battaient côte à côte.

Mêmes erreurs quand Georges Rino parle des salaires pratiqués actuellement. Un vendeur moyen ne gagne pas de 1300 à 1500 forints, mais sensiblement moins et souvent seulement 700 ou 800 forints. Les dirigeants des syndicats, le président de la banque nationale gagnent, certes, la somme de 5.500 forints (4.500 de fixe plus 1.000 de « primes », primes à quoi, grands Dieux ?)... mais sur le papier seulement. En réalité, avec la villa où ils habitent et pour laquelle ils ne payent qu'une somme vraiment symbolique, la Zim, ou la Ziss, qui leur est fournie (chauffeur y compris, bien entendu), et les divers avantages en nature, leurs salaires se trouvent substantiellement majorés.

Georges Rino trouve que, en province, déjà, les choses vont beaucoup mieux : là les permanents sont très proches des travailleurs. Mais ne voit-il pas que si l'on veut parler de progrès en la matière, c'est la province qui doit suivre la capitale et non pas l'inverse ? Serait-il aveuglé à ce point, ou bien ne veut-il pas voir ?

Dernière remarque : Qui est responsable de l'exécution de Nagy ? L'informateur de Rino dit textuellement ceci : « Ce ne peut être les Russes et pourtant, rien ici ne se fait sans leur accord. » Allons, un petit effort, réfléchissez, Georges Rino !

FERENC

Notes d'Economie et de Politique

SI C'EST ÇA LE MONDE LIBRE, A BAS LE MONDE LIBRE !

M. Eisenhower a été porter à Madrid, au dictateur Franco, ce que l'envoyé spécial du *New-York Herald Tribune* appelle fort justement « le plus chaleureux endossement du général Franco et de sa dictature par l'Occident ».

Non seulement le chef du « monde libre » a déjà endossé, par sa seule présence, la dictature, mais, dans un toast véritablement immonde, il n'a pas hésité à invoquer à trois reprises la liberté comme un domaine commun aux Etats-Unis et à l'Espagne ! « L'Espagne et l'Amérique — ose-t-il dire — veulent la liberté pour elles-mêmes (!) et pour toutes les nations. »

La liberté que le président des Etats-Unis va donc nous demander désormais de défendre, c'est la liberté que « veut » l'Etat franquiste, celle des cimetières et des camps de concentration, la liberté de la misère et du silence.

Eh bien ! pour défendre cette liberté-là, nous ne marchons pas ! Nous ne nous battons point contre le totalitarisme soviétique pour le compte du totalitarisme fasciste.

Pour comble d'audace, ce cynique falsificateur de l'histoire qu'est le président des U.S.A. n'a pas manqué l'occasion d'anthématiser « la philosophie athée qui dégrade l'être humain ». Or, nous sommes athées, et, non seulement nous sommes athées, mais nous considérons l'athéisme comme une condition nécessaire de la liberté.

C'est une dérision que d'oser appeler notre civilisation la « civilisation chrétienne », alors que chaque progrès, chaque élément de civilisation, que ce soit dans le domaine de la connaissance ou dans le domaine social, n'a été arraché qu'au prix de luttes sans nombre et sans cesse renouvelées contre l'Eglise chrétienne. Ce n'est que grâce aux hérétiques et aux libre-penseurs du moyen âge, grâce aux humanistes et aux savants de la Renaissance, grâce aux philosophes et aux révolutionnaires du XVIII^e siècle que la connaissance et la science, bases de toute technique, ont pu se développer et établir les fondements de la civilisation.

M. Eisenhower ose dire que l'athéisme dégrade l'être humain. Qu'il veuille donc comparer seulement un instant la dignité de vie des martyrs de la pensée libre avec celle des princes de l'Eglise ! Ou, à tout le moins, que la reconnaissance l'oblige à un peu plus de retenue, en songeant que l'un des principaux artisans de l'indépendance de son pays était l'athée endurci qui a écrit l'« Age de la Raison ».

Nous nous refusons de défendre contre l'athéisme, fût-ce celui du Kremlin, l'obscurantisme sanguinaire de l'archevêque de Tolède, ou même simplement le bigotisme de la Maison Blanche.

N'en doutez pas, M. Eisenhower, ce ne sont pas seulement les révolutionnaires qui pensent ainsi, c'est le « peuple », tout entier, et notamment le « peuple » de France. Il ne dit rien, certes, mais son subconscient enregistre. Vous ne pourrez soulever l'ensemble des peuples de l'Europe occidentale, Français, Allemands, Anglais contre le totalitarisme moscovite qu'à la condition non seulement de proclamer mais de pratiquer une politique de liberté. Car lorsque

ces peuples voient que vos actes sont diamétralement opposés à vos paroles, que vous vous faites la caution, au nom de la liberté ! des pires ennemis de la liberté, ils sentent confusément, même s'ils ne l'expriment pas explicitement, qu'ils n'ont rien de commun avec vous et que ce que vous leur proposez de défendre ne vaut pas mieux que ce que vous leur demandez d'attaquer.

Ne soyez donc pas étonnés si, le jour de la crise, vous vous trouvez bien seul avec tout juste comme compagnons Franco et autres Biaggi ; vous verrez alors de quel poids ils pèsent ! En 1939, Daladier et ses acolytes voulurent faire la guerre à Hitler avec comme seul appui les fascistes français : ce fut la déroute de 40. Vous voulez, vous, faire la guerre aux successeurs de Staline avec le seul appui des fascistes européens : ce sera pire que la déroute de 40. On ne peut combattre les maîtres du Kremlin qu'en s'appuyant sur le peuple ; or, par votre visite à Franco vous vous êtes définitivement coupé du peuple.

Ainsi, vous êtes en train d'achever votre règne en faisant une politique européenne aussi stupide que celle que vous avez pratiquée en Orient pendant la plus grande partie de vos huit années de présidence.

Au Proche-Orient vous aviez la prétention de défendre le monde libre en vous associant aux pires réactionnaires : rois absolus, féodaux, politiciens corrompus, tous ceux-là étant, bien entendu, prêts à faire tout ce que vous vouliez contre le « communisme » du moment que vous les aidiez à défendre leurs privilèges. Le résultat a été celui que vous savez. Aussi, depuis la révolution d'Irak il semble que votre Département d'Etat ait fini par comprendre, et que vous ayez modifié quelque peu votre politique orientale. Mais comme votre réactionnarisme congénital est vraiment indéfectible, c'est en Europe, maintenant, que vous appliquez la politique que vous appliquâtes six ans durant en Orient. Franco a remplacé Nouri Saïd. Vous aviez inauguré votre présidence en rétablissant en Perse l'absolutisme du chah ; vous la terminez en tentant de consolider en Espagne la dictature de Franco. Telles sont les deux actions qui encadrent harmonieusement votre carrière de « défenseur de la liberté ».

Mais je ne sais pourquoi je parle de vous et de votre politique, alors qu'il est bien évident

Le *Syllabus*, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infallible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans une partie des écoles de France aux frais de l'Etat :

« Un vrai mariage ne peut exister entre chrétiens par la force du contrat purement civil. Le mariage entre chrétiens est toujours un sacrement. Le contrat est nul, si le sacrement est exclu. » (*Syllabus*, art. 73.)

que vous n'existez à peu près pas, sauf sur les champs de golf, et que vous n'avez personnellement aucune politique. Comme chacun sait, vous n'êtes qu'un prête-nom, une façade, un sourire ; ceux qui gouvernent derrière votre sourire sont ceux qui vous ont fait élire et dont vous avez fait vos ministres : les milliardaires. Le catastrophisme de la politique américaine au cours de vos présidences ne vous est donc pas personnellement imputable ; il n'est imputable qu'à votre gouvernement de milliardaires. Ce qui confirme ce que le précédent gouvernement des *big business*, au temps du président Hoover, avait déjà montré : l'incapacité politique des milliardaires. Au temps d'Hoover leur politique économique avait été catastrophique ; ils furent complètement incapables de dominer la crise de 1929 ; ils en firent la crise de beaucoup la plus grave de toutes celles qu'eurent à connaître les Etats-Unis. Aujourd'hui, c'est leur politique étrangère qui est catastrophique. La politique des représentants de la moyenne bourgeoisie, Roosevelt et Truman, avait fait de l'Amérique la directrice et la conscience du monde ; celle des ministres milliardaires l'a réduite à une caricature qui n'abuse plus personne, la caricature de la liberté.

DU CONDAMNÉ A MORT AU DÉCORÉ

Une camarade qui fut l'une des plus actives militantes du textile normand m'envoie la coupure d'un journal régional où il est annoncé que le secrétaire général des dockers du Havre a été nommé chevalier de la légion d'honneur et qu'il a reçu sa croix des mains du grand patron : le directeur du port.

Quel chemin parcouru ! Au début de ce siècle le secrétaire des dockers du Havre, Durand, était condamné à mort pour son action dans une grève ; aujourd'hui son successeur est décoré !

Et cela chez les dockers ! Et cela au Havre ! Chez les dockers qui ont été si longtemps à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire ouvrier, chez les dockers qui, avec les Bour et les Engler, trouvèrent moyen si longtemps de maintenir le flambeau de la liberté ouvrière au sein de la C.G.T.U. stalinienne ! Au Havre, où, non seulement il y eut Durand, mais où jusqu'à une date récente le secrétariat des dockers était tenu par un syndicaliste libertaire !

Cette décoration ne serait rien si elle était un cas isolé, mais on sait qu'il s'agit, au contraire, d'un cas qui tend à devenir de plus en plus général, surtout depuis l'arrivée de de Gaulle, au pouvoir ; de Gaulle bloque les salaires, mais il décore les militants ouvriers, c'est en cela que consiste pour lui la « promotion ouvrière » ! Le jour est proche où il n'y aura à peu près plus de secrétaire d'organisation syndicale tant soit peu importante, qui ne pourra arborer à sa boutonnière l'insigne des bons serviteurs, des bons serviteurs de l'Etat bourgeois.

Lorsque la classe ouvrière française était révolutionnaire, il va sans dire qu'une telle situation eût été impossible, et même inconcevable.

Cela, non seulement parce que la classe ouvrière estimait qu'il existait un fossé infranchissable entre elle et la bourgeoisie, qu'on ne pouvait servir à la fois l'une et l'autre classe, à la fois le Dieu-Travail et le Moloch-Capital, qu'accepter quoi que ce soit du patronat ou de l'Etat bourgeois signifiait trahir la cause des travailleurs et devait entraîner pour le bénéficiaire sa mise au ban de la classe ouvrière — mais aussi parce que l'antagonisme des classes entraîne un antagonisme de morale : la conscience de classe

implique une morale de classe, la morale des travailleurs conscients ne peut avoir rien de commun avec la morale des bourgeois, elle en prend, tout au contraire, le contre-pied. Aussi, alors que pour le bourgeois, « réussir » est le but de la vie, la morale ouvrière enseigne le « refus de parvenir » ; alors que la morale bourgeoise s'appuie sur tout un système de récompenses et de punitions, la morale ouvrière se présente comme une morale « sans obligation ni sanction », la seule qui puisse convenir à une société d'hommes libres. La première fait appel aux bas instincts de l'homme, à ses restes d'animalité, la seconde trace le portrait de l'homme de l'avenir qui peut ne répondre de ses actes que devant lui-même, parce qu'il a conquis le sens de l'égalité et de la justice.

Dans la morale bourgeoise, et tout particulièrement dans la morale de la bourgeoisie française, rien n'est plus bas, plus vil que ce respect de décorations humblement quemandées et glorieusement portées. Le caniche fier du collier qu'on lui a mis autour du cou. Et pourtant, c'est cette morale-là qui est maintenant celle des militants ouvriers, et, il faut bien le dire, de la classe ouvrière dans son ensemble, puisque la classe ouvrière laisse faire. Par là, la classe ouvrière se détruit elle-même, elle se détruit en tant que classe, car qui n'a plus de morale propre, n'a plus d'existence propre. En pratiquant la morale bourgeoise, la classe ouvrière se fond dans la bourgeoisie.

C'est, en effet, bien cela qui s'est produit : au cours de ces quarante dernières années la classe ouvrière s'est progressivement *intégrée* dans l'ordre bourgeois. Elle ne se présente plus comme étant la destructrice ou l'héritière de cet ordre, elle en est devenue l'un des éléments constitutifs, ne souhaitant qu'une chose, c'est que la société bourgeoise demeure, en lui faisant simplement une place de plus en plus grande.

Tous les processus sociaux s'opèrent d'abord dans l'économie et le droit ; ce n'est qu'en dernier lieu qu'ils se traduisent dans l'idéologie car les idéologies sont dotées d'une force d'inertie qui les fait se maintenir longtemps après qu'a disparu ce qui leur a donné naissance.

Avec la disparition de la morale ouvrière, c'est au stade de la mort de l'idéologie, de l'idéologie du mouvement ouvrier en tant que mouvement de classe, que l'on arrive car la morale appartient essentiellement à l'idéologie.

Cette disparition de l'idéologie ouvrière vient en outre de se constater tout récemment dans un autre domaine — moins important — celui des programmes.

Il y a beaucoup plus d'un demi-siècle que tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, qu'ils s'appelaient partis ouvriers ou partis socialistes, ont mis en tête de leurs programmes, comme leur objectif fondamental, la disparition de la propriété capitaliste par la « socialisation des moyens de production et d'échange ».

Or cet objectif fondamental que s'était proposé le socialisme depuis le jour où il y eut des socialistes, vient d'être purement et simplement rayé de son programme par la social-démocratie allemande et rejeté par toute une partie du Labour Party britannique ayant à sa tête le propre président du groupe parlementaire du Parti, au cours du dernier congrès de ces deux organisations.

Que ce soit dans le domaine des programmes politiques ou dans celui de la morale, la classe ouvrière européenne abandonne donc toute prétention de renouveler la société ; elle s'est « adaptée », comme l'on disait de Briand. Ne reste des idées passées que le vague espoir, au

ssin d'une partie de la classe ouvrière, de mille ans de bonheur que lui apporteraient, en vertu de je ne sais quel miracle, les nouveaux Sauveteurs du Kremlin.

LA DERNIERE IRONIE DE L'HISTOIRE : DE GAULLE, FOSSOYEUR DE L'EMPIRE FRANÇAIS

Je pense que dès maintenant tout le monde est d'accord sur ce point : la « Communauté » est morte. Les demandes d'indépendance formulées par le Mali d'abord, par Madagascar ensuite, c'est-à-dire par les deux plus importants groupements de la Communauté, doivent entraîner à brève échéance la disparition de toute la Communauté. Même Houphouët-Boigny et sa Côte d'Ivoire suivront. Le terme de « communauté » subsistera peut-être, mais la chose n'existera plus, car lorsque des Etats sont « indépendants » et « souverains », ils n'ont plus aucun attribut, aucune parcelle d'autorité, qu'ils puissent mettre en commun ; « communauté » ne sera plus qu'une étiquette sur un flacon vide.

L'amusant est que, par l'une de ces ironies qui sont si chères à l'histoire, ce soit l'homme de la « grandeur de la France » qui procède à ce rapetissement de la France. La France a 100 millions d'habitants, aimait à répéter tous les fervents de la « grandeur » dans les débuts de la seconde guerre mondiale ; elle ne va plus en avoir que 50 millions à peine. C'est pourquoi tous les patriotes se lamentent, de Thierry Maulnier à Gaston Defferre : c'étaient ses colonies, disent-ils, qui permettaient à la France de faire encore figure de puissance mondiale, maintenant qu'elle ne va plus en avoir, sa voix sera impuissante à se faire entendre. Cependant, seul, figé dans son rêve, insoucieux des réalités, attentif seulement à écouter ses voix, de Gaulle présida, content de lui, non point à l'évolution de l'empire français comme il voudrait le faire croire, mais à sa dissolution. Après y avoir donné le premier coup de pioche par l'abandon, sur l'injonction de Churchill, du Liban et de la Syrie, il vint de lui porter le coup décisif par son discours de Dakar.

Inutile de dire que la disparition de l'empire français ne peut que réjouir profondément ceux qui n'ont pas cessé depuis leur prime jeunesse de combattre l'impérialisme et le colonialisme et de s'opposer à toute prétention d'un peuple à vouloir en dominer un autre.

Mais ce qui, je pense, doit les étonner tout autant que moi, c'est la rapidité avec laquelle s'est produite l'émancipation de l'Afrique noire.

Déjà la rapidité avec laquelle les protectorats du Maghreb, Tunisie et Maroc, avaient conquis leur indépendance, ainsi que le succès remporté par l'insurrection d'Algérie, m'avaient stupéfié. Lorsque j'habitais l'Afrique du Nord, il y a une trentaine d'années, la volonté d'émancipation des hommes du Maghreb, Tunisiens, Algériens, Marocains était déjà manifeste et les anciens lecteurs de la « R. P. » se rappellent sans doute combien souvent il m'était arrivé de la signaler. Cependant, si l'on m'avait dit alors que cette volonté d'émancipation aboutirait à l'indépendance un quart de siècle seulement plus tard, j'aurais crié à l'utopie !

En effet, d'une part, cette volonté d'émancipation ne me semblait pas assez profonde, et, d'autre part, la force de l'Etat français me semblait trop grande pour que les Maghrebins puissent parvenir avant plusieurs générations à autre chose qu'à des desserrements partiels de l'étouffement qui les étouffait.

Mais si l'Afrique blanche s'est libérée beaucoup plus vite qu'on ne pouvait raisonnablement l'espérer, que dire alors de l'Afrique noire, de la vitesse extraordinaire avec laquelle elle fait sa révolution ? Partie de plus bas que l'Afrique blanche, elle parvient au même niveau en moins de temps encore !

C'est que lorsque les temps sont mûrs, les révolutions trouvent mille moyens de s'accomplir. Augustin Thierry a fort bien décrit cette floraison des formes que prend la révolution, à propos des Communes du moyen âge : « Les constitutions urbaines du XII^e et du XIII^e siècles, comme toute espèce d'institutions politiques dans tous les temps, ont pu s'établir à force ouverte, s'octroyer de guerre lasse ou de plein gré, être arrachées ou sollicitées, vendues ou données gratuitement : les grandes révolutions sociales s'accomplissent par tous ces moyens à la fois. »

C'est exactement ce qui se passe en Afrique. Il y a d'abord eu le soulèvement de Madagascar au lendemain de la guerre mondiale, puis, plus fertile en résultats, la guerre du Kenya, durant laquelle les Mau-Mau soutinrent contre l'armée anglaise un combat de plusieurs années qui eut un retentissement tel dans toute l'Afrique noire que l'Angleterre dut jeter du lest là où cela semblait le plus pressant, dans sa colonie de la Côte de l'Or : elle y sortit de prison le leader national, N'Krumah, et négocia avec lui, d'abord l'autonomie, puis l'indépendance de ce qui allait s'appeler le Ghana. Mais, en de telles circonstances, jeter du lest c'est s'enfoncer davantage, car si l'on accorde quelque chose à l'un, les revendications des autres n'en deviennent que plus pressantes ; c'est pourquoi l'Angleterre se trouva dans la nécessité d'abandonner presque aussitôt son mandat sur le Togo occidental ainsi que de s'engager à rendre indépendant en 1960 la plus importante de ses colonies africaines, la Nigeria, aux 30 millions d'habitants ; de son côté, la France se voyait obligée d'abandonner son mandat sur le Togo oriental et son mandat sur le Cameroun, et, en même temps d'accorder l'autonomie à toutes ses colonies noires, cependant que l'une d'elles, la Guinée lui arrachait son indépendance, ce qui permettait aux autres d'obtenir la leur en n'ayant qu'à la « solliciter » ; enfin, la Belgique voyait éclore dans presque toutes les provinces de son Congo, des révoltes armées qui l'obligeaient, elle aussi, à promettre l'indépendance pour une date définie.

Il s'ensuit que n'ont plus à se soustraire à la domination blanche que les populations de l'Est africain qui, sans doute, pourront se contenter de pressions plus ou moins pacifiques pour y parvenir, et celles du Sud africain, qu'attendent sans doute une lutte aussi longue et aussi dure, si ce n'est plus, que celle qui se poursuit présentement en Afrique du Nord.

La force ouverte, la guerre larvée ou déclarée, la négociation, à peu près tous les moyens dont parle Augustin Thierry s'observent donc aujourd'hui en Afrique comme ils s'observaient en Europe aux XII^e et XIII^e siècles, ce qui contribue à nous assurer que nous sommes bien ici aussi en présence d'une « grande révolution sociale ».

Que donnera cette révolution ? Bien audacieux serait celui qui oserait formuler un pronostic !

La seule chose, il me semble, qu'on puisse dire sans trop de risques d'erreurs, c'est que les peuples africains sont des peuples extrêmement artistes (danse, chant, musique, etc.) ; l'art n'y est pas, comme chez nous, la profession de quelques-uns, il est le fait de tous et imprègne tous

les actes de la vie quotidienne. Or, qui dit art, dit création. Création qui, certes, est en général fort désordonnée, une sorte de chaos constamment changeant, sans directions discernables. Les nègres, c'est Dionysos !

Mais, ce sont des dérèglements de Dionysos que finit par sortir un jour Apollon. L'Apollon de l'ordre, de l'organisation, de la sagesse et de la science.

Il en est, en effet, plus ou moins de l'évolution du genre humain comme de l'évolution des espèces. Il est une chose que tous les biologistes connaissent bien : les espèces très différenciées, aux organes très perfectionnés, ne sont pas capables d'évolution ; seules disposent d'un potentiel évolutif les espèces encore quelque peu informes, qui ne sont que grossièrement adaptées à leur genre de vie. Or, les Africains paraissent bien appartenir, en contraste parfait avec nos vieux peuples spécialisés dans un cérébralisme extrêmement poussé, à ces catégories d'êtres qui sont suffisamment frustes pour être encore capables d'évoluer.

La probabilité paraît donc grande pour que

parmi les innombrables et quotidiennes créations de la puissance artistique de la race noire (créations qui sont généralement aussi éphémères que le sont les mutations quotidiennes et innombrables qui se produisent chez certaines espèces d'être vivants), l'une d'elles ait des qualités telles qu'elle puisse se perpétuer et donner naissance à une civilisation supérieure, tout comme une mutation exceptionnellement favorable donne naissance à une espèce d'êtres durable et supérieure.

En présence d'un monde bourgeois qui tourne le dos à sa raison d'être, la liberté, et d'une classe ouvrière qui n'estime plus que sa mission est d'établir la société sur de nouvelles bases — et alors que tout porte à craindre que notre civilisation ne s'achemine vers ce totalitarisme étatique, économique et politique, qui est la forme classique de la décadence — le monde dionysiaque nègre paraît être celui qui a le plus de chances de lancer un jour l'humanité sur de nouvelles voies.

R. LOUZON.

Parmi nos

LETTRES

F.L.N. ET M.N.A.

De Jacques GALLIENNE (à Sfax) :

La polémique qui se poursuit dans la R.P. au sujet du F.L.N., du M.N.A. et du rôle de Messali Hadj m'incite, non pas à polémiquer à mon tour, mais à apporter des éléments d'information que je crois utiles. Tant pis si je suis amené à répéter parfois ce que j'ai déjà écrit dans « l'Ecole Emancipée » sur le même sujet. Les constatations que j'ai pu faire en Tunisie coïncident avec celles qu'un autre camarade de l'E.E. a faites au Maroc. Je ne crois pas que quiconque a séjourné dernièrement en Afrique du Nord puisse les contredire. Le M.N.A. n'a plus aucune audience en dehors de France. C'est un fait. Sans parler de ceux qui suivent aveuglément le F.L.N. et qui considèrent les partisans de Messali Hadj comme des traîtres, il y a la grande masse de ceux qui estiment que le M.N.A. a fait son temps, mais qu'il a été dépassé par les événements. On compare fréquemment cette organisation au Vieux-Destour, qui a organisé la lutte à un moment donné, mais n'a pu la mener à bien jusqu'à l'indépendance tunisienne. C'est le F.L.N. qui a la sympathie générale, c'est en lui qu'on espère, même quand on critique telle ou telle de ses positions. On parle parfois encore de Messali Hadj avec un certain respect pour son passé, mais on s'enthousiasme beaucoup plus pour les actions plus récentes d'Amirouche ou de Jamila Bouhired. S'agit-il d'une position suggérée, guidée par les dirigeants ? Pas du tout, car la presse tunisienne publie tous les communiqués importants des chefs du M.N.A., comme de ceux du F.L.N. et, quand Messali a été libéré, Bourquiba lui a envoyé un message de sympathie dont tous les Tunisiens ont pu lire le texte dans les journaux. Mais le M.N.A. n'est plus un pôle d'attraction. Il a encore des maquis en Algérie ? Comment se fait-il qu'on n'en entende jamais parler ? Quant aux membres du M.N.A. qui se trouvent, nous dit-on, dans les maquis du F.L.N., le fait même qu'ils se croient obligés de se camoufler en combattants F.L.N. est à lui seul significatif.

Certes, les luttes fratricides qui opposent les deux partis algériens en France, et qui font tomber leurs militants les uns sous les balles des autres, suscitent à bon droit notre indignation à tous. Mais lorsqu'on lit attentivement la presse non partisane, « Le Monde », par exemple, on s'aperçoit vite que les

coups partent des deux côtés. Et en l'occurrence, je ne saurais me contenter de l'explication qui est donnée de part et d'autre : « Ce n'est pas nous qui avons commencé ». De toute façon, il est juste de désavouer les méthodes terroristes. Mais je crains que la sympathie trop marquée, la solidarité politique même que manifestent beaucoup de nos camarades à l'égard du M.N.A. ne nuise aux rapports futurs que le prolétariat français pourra avoir avec le peuple algérien.

DES PRODUITS DE MOSCOU

De Georges LEROY (de Paris) :

L'article de Mohamed El Djerah me fait sortir de ma réserve. Bravo camarade, j'aime Louzon, mais moi aussi je n'approuve pas tout ce qu'il écrit. J'aime la R.P. quand je puis y lire la prose de Monatte, de Chambelland, comme celle d'Hagnauer ou de Louzon. Ma rancœur personnelle qui m'a fait rentrer dans ma coquille depuis 33 ans tout en continuant à lire, à faire lire la R.P. et les Etudes ne m'empêche pas de penser et de te crier bravo pour Messali Hadj.

Ma position est simple : je suis pour le « pas un homme, pas un sou pour la conquête ni pour le maintien aux colonies ». Je me fous du pétrole du Sahara, du café de la Côte d'Ivoire et du rhum de la Martinique. Je n'ai aucune haine ni hostilité pour les hommes de couleur mais je pense que les ouvriers depuis toujours ont payé des impôts pour la colonisation. Jamais un budget colonial n'a été bénéficiaire pour la métropole et cet argent-là aurait été beaucoup mieux employé pour les hôpitaux en France, pour aider les vieux, les malades et les enfants. Si les noirs, les jaunes ou les café-au-lait aiment la France et les Français, qu'ils s'y installent avec leur femme et leurs enfants, il y a assez de terres en friche pour les nourrir s'ils veulent y travailler.

Mais la révolte des peuples colonisés est en grande partie le fruit du travail de Moscou, de ceux qui s'intitulent « soviétiques », alors qu'il n'y a jamais eu de Soviets (ou si peu de temps).

C'est « l'Agit-Prop », c'est l'Institut des Peuples orientaux qui a formé tous ces hommes de couleur qui sont envoyés nantis de viatiques dans leur pays d'origine et dans ceux où ils émigrent, faire l'agitation et la propagande pour empêcher le développement rationnel des sociétés capitalistes et fournir aux Russes des aliments spirituels pour remplacer les aliments biologiques qui leur manquent !

Mais en Russie ils entretiendront toujours des tueurs à gages !... La vie des autres a si peu d'importance !

Crois-tu que si nous avions habité à Moscou en 1926, au lieu de Paris, crois-tu que nous serions encore capables d'écrire quoi que ce soit ?

L'EXPÉRIENCE LECLERC

Les récentes tentatives gouvernementales pour peser sur les prix et éviter un nouveau relèvement du S.M.I.G., d'une part, et la querelle des épiciers, d'autre part, ont remis au premier plan de l'actualité le problème du « cycle infernal » prix-salaires et la réforme des structures commerciales de distribution.

Il s'agissait en la circonstance de créer un choc psychologique afin de tempérer une fois de plus les revendications ouvrières en lançant à grand renfort de publicité (presse, radio-télé, interviews, conférences de presse, etc.), une nouvelle campagne de baisse destinée à substituer à la « psychose de hausse » — selon l'heureuse définition de notre nouveau secrétaire d'Etat aux Prix et au Commerce — une psychose de baisse propice au maintien du climat nécessaire à l'acceptation des nouvelles ponctions que nécessiteront, outre la poursuite de la guerre d'Algérie, les grandes réalisations gouvernementales : mise en valeur de l'Afrique, de l'Algérie, bombe atomique, etc. Toutes choses qui dépassent, paraît-il, la compétence de l'humble particulier tout juste bon à être pressuré pour satisfaire à la politique de grandeur.

Si l'on en juge d'après les premiers résultats, il est à prévoir que cette nouvelle opération-baisse ne sera pas plus heureuse que les innombrables tentatives qui l'ont précédée et qui, depuis la baisse autoritaire Blum, en 1947, ont été autant d'échecs.

Pourtant un soutien inattendu a surgi opportunément dans cette orchestration : l'installation de plusieurs centres distributeurs Leclerc de produits alimentaires et autres dans la région parisienne.

Quoique les thuriféraires de plume, dûment stylés, lui aient accordé une publicité qu'on a pu qualifier de tapageuse, cela pour les besoins de la mauvaise cause gouvernementale, on voudra bien se rappeler que Leclerc n'a pas été « parachuté » spécialement à cette fin, mais que cet ex-séminariste, laissant là ses patenôtes, mène depuis bientôt dix ans une lutte acharnée contre les routines créneuses et la nuée de parasites agglutinés sur le circuit de la distribution. Il a ainsi réussi à dresser contre lui la quasi unanimité de ses confrères, petits et gros, qui, dès le début de son effort, ont tenté de lui briser les reins en faisant pression sur les fabricants et en menaçant de boycotter les firmes livrant à Leclerc. Qu'importe, courageusement, contre vents et marées, il tint tête à la meute et poursuivit sans répit son apostolat. Depuis, les centres Leclerc ont fait tache d'huile et étendu leurs attributions. Leur principe est simple : suppression de l'intermédiaire grossiste par achat direct à l'usine ou au producteur et vente directe au consommateur en réduisant les frais de distribution au strict minimum. Le gros débit, une rapide rotation, des stocks permettent de se contenter d'un bénéfice de 2 à 3 % et de réduire les prix pratiqués ailleurs de 10 à 25 % selon les produits.

Il va de soi qu'une telle entreprise a pas mal secoué la gent commerciale qui s'inquiète d'autant plus que Leclerc entend ne pas limiter ses ambitions au commerce alimentaire, et son succès auprès des consommateurs n'est pas fait pour calmer les appréhensions. Aussi, cette bagarre commerciale a-t-elle pris un caractère plus aigu lorsque le danger s'est précisé à l'occasion de l'ouverture de centres distributeurs dans plusieurs grandes villes de province, et notamment, il y a environ deux ans, à Grenoble, où cette innovation, due à l'initiative des cadres de plusieurs usines de l'endroit, a provoqué une petite révolution locale.

De son côté le gouvernement, soucieux de ménager les milieux commerciaux traditionnels dont le poids électoral n'est pas négligeable, entend cependant profiter de ces rivalités pour les amener à réformer leurs méthodes dans un sens profitable à sa politique économique.

On observe d'autre part, et pour d'autres raisons,

un même souci des partis de gauche de ne pas mécontenter une clientèle dont ils sollicitent également les suffrages. Leur silence à cet égard est éloquent et l'on chercherait en vain dans « L'Humanité » ou le « Populaire » une relation, si courte soit-elle, de cette compétition dont le déroulement intéresse à plus d'un titre leur clientèle ouvrière qui attendrait d'eux autre chose qu'une neutralité complice qui, par là même, contribue au maintien du niveau élevé des prix. L'opportunisme est leur règle d'or.

Quant aux organisations syndicales, elles se manifestent surtout par l'indigence de leurs solutions. Elles en sont restées à quémander de temps à autre un rajustement du S.M.I.G. sur des indices nullement en rapport avec les conditions d'une vie décente et dont les récentes manipulations gouvernementales pour en maintenir ou en faire baisser le niveau montre le caractère fantaisiste. Augmentations d'ailleurs longtemps différées et rapidement annulées par des nouvelles hausses de prix. Elles se bornent à réclamer des réformes de structure sans rien faire pour les promouvoir.

LE MAQUIS MERCANTILE

Dans ces conditions la spéculation a le champ libre et si les victimes de cet état de choses restent également passives, les fauteurs de vie chère auront encore de beaux jours. Pour l'immédiat on peut, en tout cas, prévoir ce qui va se passer. Les grands groupements commerciaux, qui donnent actuellement des gages au gouvernement en invitant leurs adhérents à baisser leurs prix, sauront, une fois obtenu le climat psychologique recherché, exiger comme monnaie d'échange des mesures légales les protégeant contre les géneurs de la course au profit.

Ils ont derrière eux un million de commerçants, soit 300.000 de plus qu'avant la guerre. Tel qui avait quelque peu traîqué pendant la période des restrictions s'est découvert une vocation commerciale et c'est ainsi que se sont multipliés les points de vente. Ce sont surtout ces derniers, tard venus dans la profession, mais qui s'accrochent désespérément à une situation rendue difficile par leur pullulement, qui ont formé l'aile marchante du poujadisme.

La conséquence de cette prolifération est que l'on peut dénombrer aujourd'hui en France un commerce de détail pour 56 habitants (14 familles) contre un pour 70 en Suisse, un pour 86 en Grande-Bretagne, un pour 96 aux Etats-Unis. Un hebdomadaire rappelait récemment que 22 % de la main-d'œuvre française s'occupe de la distribution alimentaire contre 12 % en Allemagne et 7 % aux Etats-Unis et il concluait : « Rien d'étonnant, donc, si les marges commerciales sont si élevées et les produits chers : les commerçants sont si nombreux que les trois quarts d'entre eux faisaient, il y a cinq ans (dernière statistique complète) un chiffre d'affaires inférieur à un million ».

Le *Syllabus*, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infaillible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans une partie des écoles de France aux **frais de l'Etat** :

« Il est encore utile à notre époque que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat à l'exclusion de tous les autres cultes. » (*Syllabus*, art. 77.)

Ces quelques chiffres donnent une idée de l'incohérence du secteur commercial en France, et là, la responsabilité des pouvoirs publics est directement engagée. On voit surtout l'argent qui entre dans les caisses du Trésor : patente, taxe sur les bénéfices, etc., sans s'inquiéter des suites. Or, tous ces improductifs — tant intermédiaires que détaillants en surnombre — vivent aux dépens du consommateur et contribuent au renchérissement du coût de la vie.

Certes, les économistes classiques nous serinent couramment que les lois naturelles de la concurrence dans la lutte pour la vie jouent leur rôle là comme ailleurs et que, par l'élimination des moins aptes, l'équilibre se rétablit. Tel n'est pourtant pas le cas présentement, car les organisations professionnelles et les Chambres de commerce sont là pour tourner les fameuses lois naturelles comme elles tournent les autres et obtenir pour leurs ressortissants en difficulté des marges bénéficiaires toujours plus élevées qui, si elles rançonnent le consommateur, rapportent en même temps de fructueux bénéfices aux grands établissements commerciaux et autres gros trafiquants. Nous retrouvons là les mêmes procédés qu'emploient les grosses entreprises industrielles qui, beaucoup mieux équipées que les petites, s'octroient de copieux surprofits en alignant leurs prix de revient et de vente sur ceux des entreprises marginales à l'outillage désuet.

Bref, cette puissante coalition qui contrôle tous les rouages de la distribution a, bien entendu, ses hommes de main au Parlement et dans les services administratifs qui ne restent pas inactifs. C'est ainsi que l'on apprendrait voici quelque temps par un journal de la profession que plus de deux cents parlementaires étaient prêts à requérir une modification de la législation fiscale dans le but d'abattre Leclerc et ses émules, tandis que d'autres groupes de pression saisissaient le ministre d'une demande allant dans le même sens.

Toute cette mercante ne dédaigne pas, par ailleurs, d'agir elle-même lorsque ses intérêts sont directement menacés. Il est constaté que là où s'installe un centre Leclerc il est bientôt investi par de nouveaux points de vente établis, soit par les succursalistes et autres « magasins populaires », soit même par les coopératives qui, oubliées des principes qui les ont inspirées, enlisées dans le marais commercial, combattent elles aussi avec virulence les méthodes Leclerc contre la spéculation. Et la guerre des prix fait rage pour le plus grand profit, cette fois, du consommateur, mais dont l'issue est facile à prévoir. C'est la méthode classique employée par les chaînes commerciales traditionnelles, les sociétés à succursales multiples pour se débarrasser des coopératives de consommation et imposer ensuite des prix de monopole. Celles-ci mises au pas, les mêmes emploieront leurs armes habituelles : pression sur les hommes au pouvoir et sur les fournisseurs, vente à perte dans le voisinage de « l'homme à abattre » jusqu'à son élimination totale. Et le consommateur crédule s'apercevra, un peu tard, lorsque peu à peu le niveau des prix redeviendra ce qu'il était auparavant, qu'il est une fois de plus victime de sa passivité.

Ce ne seront pourtant pas les avertissements qui lui auront manqué, ni les appels à la vigilance par les organes d'information mêmes d'un gouvernement aux abois et empêtré dans ses contradictions. Déjà au début de 1957, Pflimlin, alors ministre de l'Agriculture, ne déclarait-il pas publiquement que le total des fruits et légumes livrés l'année précédente avait été payé 200 milliards aux producteurs, mais vendu 700 milliards aux consommateurs, permettant ainsi aux intermédiaires d'empocher 500 milliards ?

LA POSITION OUVRIÈRE

Dans cette conjoncture quelle doit être la position ouvrière ? Ce que le gouvernement ne fera pas, prisonnier d'intérêts opposés, ce que les partis ne feront pas pour les raisons exposées plus haut, les syndicalistes, les coopérateurs conséquents sauront-ils l'entreprendre ?

Face au poujadisme renaissant qui prépare la contre-attaque et dont nous ne pouvons oublier qu'il pesa lourdement sur les destinées de ce pays lors

de ses succès électoraux au Parlement et dans les Chambres de commerce, l'heure est venue de passer de la défensive à l'offensive.

Après avoir constaté l'éternelle remise en question de leur pouvoir d'achat, les cadres de Grenoble ont montré la voie. A leur tour les syndicalistes de la Loire, dont l'esprit positif et le sens pratique se manifestent à toute occasion, ont saisi l'importance de l'enjeu du conflit qui oppose Leclerc aux professionnels du commerce. Faisant trêve à leurs divergences secondaires, ils se sont réunis pour envisager les moyens d'épauler cette tentative de salubrité économique et sociale. A cet effet une prise de contact avec Leclerc a eu lieu au début de décembre. De même à Lyon devant les cadres de la C.F.T.C.

Ils ont compris que le syndicalisme avait mieux à faire que de se rabaisser en de continues et puériles parolotes dans des commissions paritaires où le sort du manoeuvre léger était sordidement taré, mesuré au plus juste et d'où les responsables syndicaux sortaient toujours un peu plus humiliés et écoeurés. Quant à l'échelle mobile, si elle est une sauvegarde pour les salariés les plus défavorisés, elle ne joue, lorsqu'elle n'est pas bloquée, que pour compenser les hausses et ne fait que d'abaisser le niveau de vie au lieu de l'élever, tandis que les dividendes de nos employeurs se gonflent du manque à gagner dont nous sommes frustrés. Les cours de la Bourse sont à cet égard des plus significatifs et c'est sur eux que l'indexation des salaires devrait être exigée.

Il faut donc prendre le problème par l'autre bout et non seulement aider ceux qui nous ont devancés dans l'œuvre d'assainissement du circuit commercial, mais nous y engager nous-mêmes résolument avec des moyens amplifiés puisque ce ne sera plus là l'œuvre d'un seul ou de quelques-uns, mais d'une force organisée à l'échelon local, départemental et national.

Certes, en l'état actuel du mouvement ouvrier, divisé par la politique partisane, on ne manquera pas de trouver ces propositions démagogiques. La réponse est donnée par nos camarades de la Loire qui démontrent dans les faits qu'elles peuvent être au contraire un pôle attractif unitaire, un facteur de regroupement des tronçons épars du syndicalisme, unis pour un objectif commun.

Que les dirigeants de la C.G.T., qui pratiquent la politique du pire, ne soient pas de cet avis ne saurait surprendre, mais nombre de leurs adhérents aux prises avec les difficultés matérielles ont des vues plus réalistes et refusent de les suivre dans cette impasse.

Or, dans le dernier numéro de la « R. P. », notre ami Louzon, après de pertinentes remarques sur les remèdes déjà expérimentés par la classe ouvrière pour échapper à l'exploitation commerciale, croit devoir faire une mise en garde contre cet attrapenigaud, qu'est, selon lui, la réforme des régimes de distribution. A l'appui de sa thèse, il souligne, à juste titre, l'échec des coopératives en voie de dégénérescence et dont certaines ont disparu, minées par le virus politique, d'autres végètent ou sont devenues de lourdes machines bureaucratiques dont les multiples rouages, en diluant les responsabilités, paralysent les initiatives ou les efforts pour les amener à une conception plus saine de leur rôle.

Cependant, on peut s'étonner de le voir émettre l'avis que tous les intermédiaires « jouent un rôle utile » dans le même temps où la démonstration est faite de l'inutilité de nombre d'entre eux et que leur multiplication excessive n'a jamais autant grevé le circuit distributif. Un exemple typique et souvent cité est celui des fruits et légumes qui s'étire de l'agriculteur (qui souvent est un petit producteur spolié lui aussi) au consommateur et qui comprend, outre le ramasseur, toute la séquelle des répartiteurs, courtiers, transporteurs, mandataires, grossistes, demi-grossistes et autres intouchables qui ne se gênent pas pour prélever des marges abusives à tous les stades et en dehors de tout contrôle. Ces exemples de prix multipliés ainsi par trois, quatre ou cinq et quelquefois plus, sont assez fréquents pour qu'il soit besoin d'insister. Il arrive même que de grosses organisations commerciales trustent ces différentes opérations distributives, n'hésitant pas à se réserver la totalité des marges respectives, plus le prix du transport au tarif de détail alors qu'elles

expédient leurs lots par wagons entiers. Quant à l'agriculteur, s'il essaie d'échapper à la dictature des intermédiaires, il est condamné d'avance.

C'est après la constatation de ces ententes spéculatives que des militants ouvriers de différentes régions ont considéré que la lutte pour de meilleures conditions de vie ne saurait se limiter aux augmentations de salaires quand celles-ci sont automatiquement annulées par les hausses de prix. La revendication devient alors une gymnastique stérile et un marché de dupes qui rebute les meilleures volontés. C'est pourquoi la garantie du pouvoir d'achat ouvrier nécessite une lutte menée conjointement sur les deux fronts : celui de la production et celui de la distribution.

Tâche très lourde, incontestablement, mais en pareil cas les méthodes d'action directe sont toujours plus payantes que les promesses arrachées à des politiciens intéressés à ménager la chèvre et le chou.

Divers moyens — dont il a déjà été question dans un récent numéro de la « R. P. » sous la plume de Mercier — sont à notre portée pour démasquer les manœuvres frauduleuses de ceux qui nous grugent. Dans le domaine de la production : un contrôle ouvrier persévérant et judicieux sur la formation du prix de revient en rapport avec la productivité et comparé au prix de vente. Dans celui de la distribution : le contrôle aux différents stades du commerce des achats et ventes, déduction faite des seuls frais généraux, de transport et de salaires, serait sans doute édifiant pour faire ressortir les profits illicites. Les comités d'entreprise, même les syndicalistes isolés, ont là une besogne utile à accomplir et dont l'efficacité n'est pas niable.

Mais l'action syndicale peut sur ce dernier plan ouvrir d'autres perspectives d'ordre pratique. Ce qu'a entrepris, avec des moyens combien modestes

le petit épicier de Landerneau ne saurait être jugé impossible de la part de ceux qui visent à la transformation sociale et qui en unissant leurs efforts peuvent beaucoup plus.

Ce qui fait la force et la valeur du mouvement syndical, c'est qu'il peut faire appel aux concours de tous ceux qui sont placés aux différents échelons de la production et de la distribution. Sans retomber dans les errements déjà signalés à propos de la coopération, dont les principes restent valables, ni se laisser absorber au détriment de tâches aussi urgentes, il s'agirait de créer ça et là, à la faveur de possibilités locales et régionales, des groupements d'achats analogues à ceux qui se constituèrent durant les années difficiles et en entretenant des relations mutuelles profitables au succès de cette expérience. Ce serait là une bonne occasion de faire revivre les unions de syndicats autant locales que départementales et un bon moyen, répétons-le, de cristalliser les bonnes volontés vers une renaissance de la confiance en soi dont le syndicalisme a grand besoin.

En outre, on peut escompter que cette action généralisée finirait par exercer une pression telle sur les pouvoirs publics qu'elle pourrait les amener à entreprendre ces fameuses réformes de structure que les dirigeants syndicaux s'essouffent à réclamer en vain.

Ces quelques suggestions n'ont d'ailleurs d'autre ambition que de poser le problème. Un problème que nos camarades des fédérations ouvrières intéressées sont mieux placés que quiconque — en particulier ceux de l'Alimentation — pour lui trouver une solution profitable. Ils seraient bien inspirés de nous aider de leurs avis et de leur expérience à sortir d'un immobilisme si préjudiciable à tous et surtout à nos aînés impécunieux qui nous ont faits ce que nous sommes.

N. FAUCIER.

LE MOUVEMENT OUVRIER DANS LE LOT

Le département du Lot est essentiellement agricole : ses principales ressources sont la vigne, les fraises, les pêches, les noix, les châtaignes ; le tabac se cultive dans la vallée du Lot. Dans la Causse, région extrêmement pauvre, les gens vivent surtout de l'élevage des moutons et des coupes de bois.

L'industrie est encore peu répandue et, pour des raisons multiples, ne tend pas à se développer. Cahors est une petite ville ancienne qui possède quelques monuments artistiques de valeur, et dont la population se compose surtout de retraités et de commerçants, ce qui lui donne un caractère petit-bourgeois. A l'exception de trois ou quatre petites usines de chaussures, de polissage de métaux (poignées de portes par exemple) et d'appareillage électrique, il n'y a pas à proprement parler d'industrie, sinon de l'artisanat.

Le bâtiment est la seule corporation qui a pris une certaine extension. Quelques entreprises moyennes et petites se sont montées et occupent un nombre relativement important d'ouvriers. La plus grande de ces entreprises est celle de « Charles et Samanos », dont le patron, Charles Raymond, est président du Syndicat patronal du Bâtiment du Lot. Elle emploie environ deux cents ouvriers, en majeure partie des Espagnols récemment émigrés.

Les manœuvres du bâtiment sont embauchés à 145 francs de l'heure, puis passent à 150 francs s'ils « font l'affaire ». Les trois quarts des manœuvres ne touchent que 145 francs chez « Charles et Samanos ». Dans le bâtiment toujours, les tarifs appliqués aux ouvriers qualifiés sont de 174, 181, 191 et très rarement 201 francs (professionnels hautement qualifiés).

Il faut signaler encore qu'en dépit des accords signés le 1^{er} juillet 1959, les patrons jouent sur les qualifications. paient les heures supplémentaires

au minimum. Si bien qu'il existe un mécontentement qui s'exprimera un jour par de l'action.

Dans le nord du département, il y a aussi, à Bretenoux-Biars, un atelier de traverses pour les chemins de fer. Il emploie un assez fort contingent de travailleurs, lesquels se trouvent fréquemment à l'avant-garde des conflits d'ordre revendicatif. La totalité des ouvriers adhèrent à la C.G.T. ou à F.O. C'est Roger Sol qui est la cheville ouvrière de cette dernière organisation, et son dévouement à la cause des travailleurs lui a gagné la sympathie et le respect de ses camarades de labeur.

Ainsi, la région de Bretenoux-Biars a été classée dans une zone dite préférentielle, qui la situe à environ 8 % au-dessus des autres zones du Lot. L'ensemble du département se trouve de 15,64 % en-dessous de la Seine, mais la zone de Bretenoux-Biars n'est qu'à 11,5 %. Preuve que la combativité parvient à faire sauter des obstacles administratifs.

Voilà les caractéristiques principales de la vie industrielle du département.

Pour définir le mouvement ouvrier d'une façon générale, il faut parler d'apathie pour ce qui concerne les problèmes sociaux. L'esprit de classe fait défaut et les questions syndicales laissent la plupart des travailleurs indifférents. Les préoccupations vont au sport, au jeu de boules, à la chasse et à la pêche. Sans doute est-ce l'absence d'une industrie importante qui fait que les ouvriers se montrent prudents : la plupart craignent d'être renvoyés s'ils se livrent à des activités syndicales, ce qui poserait un problème grave pour leurs familles. Cette circonstance explique que les salaires sont très bas, et dans certains cas dérisoires.

C'est dans cette ambiance que les trois organisations syndicales se débattent pour se frayer un che-

min. La C.G.T. a une forte influence, surtout à la S.N.C.F. La C.F.T.C. est faible en effectifs. Quant à F.O., c'est l'organisation la plus complète, car elle possède des syndicats dans toutes les branches du travail sur le plan départemental, que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé. Elle a pu dernièrement constituer un syndicat assez important à Cahors. Dans toutes les entreprises, il y a des copains organisés. Le gros des effectifs se trouve cependant dans l'entreprise la plus grande, « Charles et Samanos ». Mais on doit à la vérité de dire que s'il a été possible de faire quelque chose, c'est grâce aux éléments espagnols de la C.N.T. et de l'U.G.T. C'est par eux aussi que le syndicat de la métallurgie a pu être formé.

Une tentative a été faite d'intéresser les jeunes au mouvement syndicaliste, et quelques réunions ont été organisées dans cette intention. Ce sont pour la plupart des fils de bons militants F.O. qui sont venus. On ne peut dire encore quel sera le résultat, mais l'essentiel est qu'une poignée de jeunes se sont intéressés au problème et ont pris leur tâche à cœur.

Telle est en gros la physionomie que présentent les travailleurs et les syndicats dans le Lot. Elle n'offre sans doute pas un relief particulier, mais la faiblesse dont souffre la classe ouvrière ici me semble correspondre à un phénomène général dans l'ensemble du pays. Du moins, c'est l'opinion que j'ai pu tirer de mon modeste pèlerinage ouvrier à travers la France.

MOILOT.

Notre conférence sur l'intéressement des travailleurs à l'entreprise

Nous étions une soixantaine à la réunion tenue rue de l'Université, le dimanche 13 décembre, pour discuter de ce sujet. Le triple appel du Cercle Zimmerwald, de l'Union des Syndicalistes et de la « Révolution prolétarienne » avait été entendu. On peut donc penser que la formule est bonne : la réunion fut vivante et la discussion intéressante. Le mérite en revient aussi au rapporteur : *Chambelland*.

Avant lui, *Hagnauer* présente aux auditeurs le deuxième volume — qui vient de paraître — de l'« Histoire du mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale », par Alfred Rosmer.

Chambelland, évoquant l'ordonnance du 7 janvier 1959 du Général-Président, s'attache à montrer qu'elle fait partie d'un ensemble qu'il caractérise comme une tentative capitaliste d'enveloppement du mouvement ouvrier. Autres mesures allant dans le même sens : l'organisation de la promotion sociale, favorisant l'entrée des ouvriers dans les cadres des entreprises, et l'organisation de la promotion supérieure du travail, c'est-à-dire de l'éducation par l'Etat des cadres syndicaux. C'est ici un pas — unanimement approuvé par les députés — vers un syndicalisme d'Etat. Et, qu'il s'agisse de l'entrée des travailleurs dans les cadres des syndicats ou dans les cadres des entreprises, on a affaire à un même « écrémage » de la classe ouvrière. Cette stratégie sociale du Général-Président ne fait d'ailleurs qu'accentuer une évolution en cours depuis la guerre ; c'est ainsi que la multiplication des catégories de salariés par le système des points, coefficients et indices aboutit à détruire la solidarité des travailleurs. Ce qui peut arriver dorénavant, c'est que par la participation aux bénéfices, les travailleurs se sentent plus attachés à l'entreprise (ils changent déjà beaucoup moins souvent de « boîte » que jadis) ; c'est aussi que leurs luttes revendicatives contre les patrons soient affaiblies. Le travail est ainsi un domaine où l'on tourne le dos à « l'auto-détermination », dit *Chambelland*, et où l'on va à « l'intégration ». Et qu'on n'espère pas que la répartition entre les salariés d'une fraction des bénéfices — par exemple en faisant d'eux des actionnaires — permette en contrepartie le moindre contrôle de l'entreprise : le secret patronal demeurera inviolé.

C'est autour de ce dernier point, celui de l'impossibilité où demeurent les travailleurs de contrôler la gestion de l'entreprise par l'examen de son bilan, et autour de celui de l'attitude à prendre à l'égard de cette participation aux bénéfices que tournera principalement la discussion.

Le Dr *Lefèvre* rappelle, en prenant l'exemple des usines Michelin, la duperie qu'a constituée la création des comités d'entreprise. *Lime*, d'accord avec *Chambelland* sur la signification sociale de la participation des ouvriers aux bénéfices, se demande s'il est possible de leur dire : il faut refuser les actions.

Giraud évoque la manière dont les coopératives ont été exclues des discussions sur l'intéressement des travailleurs à l'entreprise ; il s'agit bien d'une manœuvre qui peut servir les intérêts du grand capital, mais il appartient aux militants ouvriers d'en faire une arme.

Barton rappelle que la tentative de faire partici-

per les ouvriers, non seulement à la répartition des bénéfices, mais à la gestion même des entreprises capitalistes, a eu lieu en Europe, et qu'elle ne leur a rien apporté ; encore y aurait-il lieu de tenir compte, quand il s'agit des bénéfices, de la tendance à leur non-répartition et à l'auto-financement des entreprises. On ne va nullement vers un contrôle des entreprises par les travailleurs, on se trouve depuis la guerre entre la liberté syndicale et le corporatisme.

Lemire insiste sur l'impossibilité pour les travailleurs de pénétrer le secret de l'entreprise, de s'assurer le moindre contrôle de sa gestion, même s'ils obtenaient communication de véritables documents comptables ; l'expérience des coopératives a montré que la gestion d'une entreprise échappe aux travailleurs dès qu'ils cessent de s'y trouver en petit nombre ; il ne faut pas se dissimuler que la participation des salariés aux bénéfices ne sera qu'une cause de plus de leur embourgeoisement.

Faucier, considérant que la situation peut varier selon les entreprises, se demande si on ne devrait pas réclamer une simplification de la comptabilité.

Hagnauer fait deux remarques sur le sujet, évoqué par *Chambelland*, de l'organisation par l'Etat de cours pour les militants syndicaux ; cette formation des cadres a déjà été essayée par les syndicats eux-mêmes et déjà le risque est apparu que le syndicalisme devienne pour une partie des travailleurs une sorte d'évasion ; mais que ce soient les membres de l'enseignement qui soient chargés de ces cours ne lui paraît pas a priori un danger pour l'indépendance du syndicalisme.

Dichamps estime impossible d'arriver à un contrôle réel de l'entreprise et juge qu'il faut expliquer aux ouvriers qu'ils doivent, dans la mesure où ce sera possible, refuser la participation aux bénéfices et présenter des revendications d'ordre général, en premier lieu la diminution de la durée du travail.

Mercier attire l'attention sur les facilités que l'ordonnance peut apporter aux entreprises dans le domaine fiscal.

Thomas, du groupe I.L.O. (Informations et Liaisons Ouvrières) estime que la mesure a pour rôle de faire prendre patience aux travailleurs ; il serait à ses yeux illusoire de penser que sauf peut-être dans quelques entreprises, telles que certaines raffineries de pétrole, où le personnel est assez uniformément et hautement qualifié, l'ensemble des travailleurs d'une entreprise puisse exercer un contrôle sur la gestion par le simple examen d'un bilan de fin d'année ; dans l'état actuel des choses le contrôle ne pourrait être effectué que par des intermédiaires distincts des travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire par une couche de privilégiés ; son avis est qu'il faut se prononcer contre la participation aux bénéfices en expliquant pourquoi, pas d'autre bilan pour les salariés que celui de ce qu'ils gagnent et de ce qu'ils dépensent.

Charbit pense aussi que les travailleurs peuvent dire « non » et demander que ce qu'on leur offre prenne la forme d'une augmentation de salaire.

Juliot déplore comme *Lemire* un embourgeoisement des ouvriers qui leur fait rechercher les heures supplémentaires afin de se payer une voiture, plutôt que de réclamer la diminution de la durée du travail.

G. LAMIZET.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 2 DECEMBRE. — Rupture du barrage de Malpasset, inondation catastrophique de Fréjus.

VENDREDI 4. — Eisenhower commence son grand circuit qui se termine le 22 et qui le conduira à Rome, Ankara, Karachi, Kaboul, New-Delhi, Téhéran, Athènes, Tunis, Paris, Madrid et Rabat.

DIMANCHE 6. — Grandes manifestations de défense laïque à Paris et dans de nombreuses villes de province : plus de 100.000 participants à Paris.

JEUDI 10. — Accord soviéto-américain sur la composition de la Commission de l'O.N.U. sur l'espace. Publication des critiques du général américain Twining contre la politique militaire de la France devant l'O.T.A.N.

L'Assemblée générale de l'O.N.U., par 54 voix contre 10 réclame le départ des troupes russes de Hongrie et par 54 voix contre 9 demande des élections libres dans toute la Corée (les pays afro-asiatiques en majorité et Israël s'abstiennent).

VENDREDI 11. — Congrès de la C.I.S.L. : envoi d'une lettre de l'U.S.T.A.

SAMEDI 12. — Réunion de l'Assemblée générale du Mouvement syndical uni et démocratique.

DIMANCHE 13. — A Dakar, le Président de Gaulle annonce que la Communauté évolue vers un groupement d'Etats indépendants.

A l'O.N.U. : la résolution pakistanaise sur l'Algérie recommandant : « des pourparlers sur la base du droit du peuple algérien à l'autodétermination » n'a pas obtenu la majorité des deux tiers (abstention des Etats-Unis).

LUNDI 14. — Mgr Makarios est élu premier président de la République de Chypre.

MARDI 15. — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi scolaire.

MERCREDI 16. — Voyage du roi de Belgique au Congo belge.

Voyage de M. Bidault en Algérie.

JEUDI 17. — Prolongation de l'état de guerre en Indonésie.

La Fédération Nationale des organisations de Sécurité sociale proteste contre la dénonciation des conventions par la Confédération des syndicats médicaux.

VENDREDI 18. — La Chine populaire propose à l'Inde une rencontre pour régler le différent frontalier. L'Inde ne la juge pas immédiatement possible.

SAMEDI 19. — Conférence à Paris des quatre « Grands » occidentaux : De Gaulle, Eisenhower, MacMillan et Adenauer.

DIMANCHE 20. — Echauffourées à la Martinique.

LUNDI 21. — Le projet de loi scolaire n'ayant pas été soumis au Conseil supérieur de l'Education nationale, la grande majorité des membres élus démissionnent.

MARDI 22. — Journée de Défense laïque dans toutes les écoles.

MERCREDI 23. — Le gouvernement ayant accepté un amendement à l'article premier du projet de loi scolaire, proposé par les défenseurs de l'Ecole libre, M. Bouloche, ministre de l'Education nationale démissionne.

Elections cantonales au Congo belge : l'Abako nationaliste demandait de ne pas participer au vote : à Léopoldville 31,4 % de votants.

JEUDI 24. — L'Assemblée nationale vote la loi scolaire par 427 voix contre 71.

DIMANCHE 27. — Les îles Wallis et Fortuna acceptent, par référendum, le statut des territoires d'outre-mer.

LUNDI 28. — Crise en Syrie : quatre ministres démissionnent.

Congrès des Trade-Unions à Londres.

Grève à la Télévision qui durera pendant toutes les fêtes.

D'où vient l'argent ?

DU 1^{er} AU 25 DECEMBRE 1959

RECETTES :

Abonnements ordinaires	77.490	
Abonnements de soutien	57.000	
		134.490
Souscription		12.050
Vente « R. P. »		1.170
Sommes reçues pour le livre de Rosmer . .		9.000
Remboursement, par l'Union des Syndicalistes, des frais de réimpression de la brochure sur la Charte d'Amiens		10.000
		166.710
Total des recettes		166.710
En caisse à fin novembre		105.908
		272.618

DEPENSES :

Impression et papier (« R. P. » de novembre 1959)	109.410
Frais d'expédition	8.220
Frais généraux	13.000
Versé au Cercle Zimmerwald (sommes reçues pour le livre de Rosmer)	30.000
	160.630
Total des dépenses	160.630
En caisse au 25 décembre :	
Espèces	32.533
Chèques postaux	79.455
	111.988
	272.618

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Blanchard (Seine), 2.000 ; Emile Chaillou (Maine-et-Loire), 1.500 ; André Crespo (Algérie), 5.000 ; Raymond Croze (Paris), 3.000 ; Georges Folcher (Loire), 2.500 ; François Gauthier (Creuse), 2.000 ; F. Gerin (Loire), 2.000 ; Mme Marthe Guillaume (Loire), 6.000 ; Jean Josso (Cher), 1.000 ; Joseph Jumeau (Belgique), 2.000 ; René Lagneau (Moselle), 2.000 ; Laferrière (Paris), 2.000 ; Dr Jean Lefèvre (Seine-et-Oise), 3.000 ; Maurice Leprix (Seine), 2.000 ; Mme Germaine Marceau-Pivert (Paris), 2.000 ; Dr Jean-Daniel Martinet (Paris), 5.000 ; Lucien Marzet (Seine), 3.000 ; Mlle Antoinette Millet (Paris), 2.000 ; Henri Ploquin (Seine), 2.000 ; Jacques Roux (Deux-Sèvres), 2.000 ; Urbain Thévenon (Loire), 3.000 ; Vêga (Haute-Marne), 2.000. — Total : 57.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Maurice Deruest (Belgique), 5.000 ; Robert Détrouit (Seine-et-Oise), 200 ; Jacques Gallienne (Tunisie), 500 ; Robert Grimm (Moselle), 200 ; René Guillet (Haute-Vienne), 500 ; B. Hernaes (Seine-et-Oise), 200 ; André Langlois (Seine), 100 ; Robert Marchetti (Paris), 350 ; Louis Mercier (Paris), 5.000. — Total : 12.050 francs.

Le Syllabus, formulé par le pape Pie IX en 1864, est toujours la loi de l'Eglise, il n'a jamais été abrogé et ne peut pas l'être, son auteur étant reconnu par l'Eglise comme « infaillible ». Ses prescriptions sont encore rigoureusement observées là où l'Eglise est maîtresse, en Espagne par exemple.

Voici donc ce qui, entre autres, sera enseigné demain dans une partie des écoles de France aux frais de l'Etat :

« La liberté civile de tous les cultes et le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions jettent les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit et propagent la peste de l'indifférentisme. » (Syllabus, art. 79.)

VIENT DE PARAITRE

**Le Mouvement Ouvrier
pendant la Première
Guerre Mondiale**

1914 - 1918

par Alfred ROSMER

DEUXIEME VOLUME

**DE ZIMMERWALD A LA
REVOLUTION RUSSE**

Le prix de souscription reste provisoirement fixé à 1.500 francs

Versement à la « R.P. », C.C.P. 734.99 Paris

